

Abattre le capitalisme. Construire le socialisme

Tous ensemble pour que ça change

Sommaire

Préambule: page 1

Ce qui se passe aujourd'hui dans le monde : Ceux qui le dirigent et dans l'intérêt de qui ? page 2

La population mondiale page 2

La richesse mondiale (PIB) page 2

La redistribution des cartes dans le monde capitaliste page 3

Le commerce mondial page 3

Les investissements page 3

Ceux qui sont aux commandes du monde capitaliste page 3

Les dirigeants des pays capitalistes page 4

Les multinationales page 5

Les grandes organisations internationales page 5

Les grands ensembles capitalistes page 8

Une nouvelle étape dans la concurrence mondiale page 9

La guerre pour les ressources naturelles page 9

La guerre des monnaies page 10

La spéculation dans le monde capitaliste page 10

La crise, c'est celle du capitalisme page 11

La crise de 1929 page 12

La crise de 2008 page 12

Partout dans le monde, les travailleurs, les salariés et les peuples agissent page 12

L'Union Soviétique page 13

L'Europe page 15

La création de l'Union Européenne page 15

Structuration économique et politique de l'Union Européenne page 16

L'Euro page 16

Le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) page 16

L'Union Européenne : la disparition des Nations page 17

L'intégration militaire européenne page 17

Les partis politiques de France et de l'Union Européenne page 18

Les syndicats, la CES page 18

Non à cette Union Europe capitaliste page 18

Pour une Europe des peuples page 19

La France page 19

La France 5^{ème} puissance économique mondiale page 19

Déclin de l'économie française page 19

Des fonds étrangers en position de force dans les entreprises du CAC 40 page 20

Le capitalisme en veut toujours plus page 21

Les travailleurs et le peuple paient la note page 21

La guerre et les armements page 22

Français et immigrés même combat page 22

L'avenir énergétique de la France page 23

MEDEF et gouvernements : l'entente parfaite *page 23*

Faire payer la crise par le peuple français *page 24*

La Protection sociale un droit *page 25*

Le Front populaire – 1945 – 1968 *page 24*

Ils livrent le secteur public aux capitalistes *page 25*

Les ravages du capitalisme *page 25*

Le mécontentement grandit – les luttes se développent *page 25*

Les obstacles qui freinent l'action *page 26*

Les syndicats *page 26*

« **Communistes** » *page 27*

Pourquoi nous avons créé « Communistes » *page 27*

La base théorique révolutionnaire de « Communistes » *page 28*

Abattre le capitalisme, construire une société socialiste *page 28*

Nous agissons en permanence pour : *page 29*

La vie et le fonctionnement de « Communistes » *page 29*

Adhérez à « Communistes » *page 30*

I

Abattre le capitalisme. Construire le socialisme ***Tous ensemble pour que ça change***

Communistes, notre parti, a été créé en 2002. Les événements qui se sont succédés depuis 12 ans ont beaucoup modifié la situation mondiale, la vie des travailleurs et des peuples du monde entier s'est aggravée. En France, chacun de nous supporte tous les jours les ravages que la société capitaliste et les gouvernements UMP ou socialistes à sa solde imposent à notre peuple.

Quelles que soient par ailleurs nos opinions sur telle ou telle question, nous sommes tous étroitement concernés par cette situation. C'est pourquoi nous tenons à vous faire connaître l'opinion de notre parti et les solutions que nous estimons indispensables pour changer cette situation. C'est le but de cette brochure.

Nous sommes le seul parti politique révolutionnaire dans la France d'aujourd'hui, aussi est-il normal que nos prises de positions et toute notre activité découlent d'une analyse générale de la situation basée sur la théorie marxiste qui est en même temps un guide pour l'action.

Nous étudions dans cette brochure les formes que prend aujourd'hui la lutte des classes à l'échelle de la planète et nous dégageons les grandes lignes du combat des peuples contre le capitalisme mondial.

De la même façon nous étudions la situation et le rapport des forces en France et dans l'Union Européenne et **nous portons à votre connaissance nos propositions d'action pour que les choses changent.**

Nous donnons de ce que fut l'URSS, du rôle international qu'elle a joué, de sa défaite et de la situation mondiale après sa disparition, **une analyse que nous sommes les seuls à faire.**

La dernière partie est consacrée à « Communistes ». Notre parti est aujourd'hui le seul parti révolutionnaire français. Pour nous le capitalisme n'est pas cet « horizon indépassable » dont on nous répète que c'est le seul modèle de société possible. Pour nous le capitalisme n'est pas « aménageable ». Son seul et unique but est d'exploiter le travail et de s'accaparer des richesses par n'importe quel moyen pour son profit. **C'est uniquement par la lutte que chaque avantage obtenu lui est imposé et il en sera ainsi tant que ce régime durera. Il faut le supprimer et construire une nouvelle société, le socialisme. Pour cela l'existence d'un parti révolutionnaire est une nécessité absolue.**

Les travailleurs et le peuple sont le nombre, ensemble ils représentent une force à laquelle rien ne peut s'opposer. **L'union est indispensable au développement de notre combat pour obtenir un changement de politique mais pour être efficace elle doit se réaliser sur une base claire.** Notre combat, nos orientations sont le fruit de la réflexion, de l'expérience, de l'échange le plus large de points de vue, d'opinions. Nous avançons ensemble avec toute la richesse de notre diversité, ouvriers, employés, intellectuels...

Nous ne disons pas à tous celles et ceux qui en ont assez de la politique actuelle, qui veulent que ça change : « remettez votre sort entre nos mains et nous réglerons les questions qui vous préoccupent ». Nous leur disons au contraire : « participez au combat contre le capital. Vous représentez une force énorme si vous luttez ensemble. L'avenir dépend de vous ».

Nous espérons que cette brochure vous apportera des éléments, des réflexions qui vous intéresseront.

Nous espérons qu'elle vous permettra de mieux connaître notre parti. **Nous souhaitons vivement engager un dialogue avec vous sur toutes les questions qui vous intéressent.**

Ce qui se passe aujourd'hui dans le monde ***Ceux qui dirigent le monde, dans l'intérêt de qui?***

Les versions que nous donnent les gouvernements, les institutions, les médias à leur solde, ne correspondent pas à la réalité. Tout ce qui pourrait provoquer une prise de conscience des travailleurs et des peuples est soigneusement dissimulé sous des tonnes de mensonges.

C'est ainsi que les crises, un aspect pourtant fondamental du régime capitaliste qui règne sur le monde, nous sont présentées comme des erreurs, voire même des fautes de la finance internationale. Du capitalisme, pas un mot !

Nous allons nous efforcer d'éclaircir cette question. D'abord quelques caractéristiques de la situation mondiale.

A propos de la population mondiale.

La population a cru considérablement depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, essentiellement en Asie et en Afrique. Rappelons qu'en Afrique la population du Nigéria atteint 148 millions d'habitants, celle de l'Ethiopie 83 millions. En Asie, celle du Vietnam est de 87 millions. En 1962, date de l'indépendance de l'Algérie, il y avait dans ce pays 11 millions d'habitants, ils sont aujourd'hui 40 millions.

La population du globe croît de 80 millions de personnes par an

Population mondiale en 2013

Par continent		Pourcentage de la Population mondiale
Asie	4.300.000.000	60%
Afrique	1.110.700.000	15,5%
Europe	742.500.000	10,4%
Amérique Latine et Caraïbes	616.700.000	8,6%
Amérique du Nord	355.400.000	5%
Océanie	38.300.000	0,5%

Au total 7 milliards d'habitants

*173 villes dans le monde dépassent le million

La plus peuplée est Tokyo : 37 millions. Viennent ensuite : Delhi, Sao-Paulo, Bombay, Mexico, New-York, Shanghai, Séoul, Manille, Bangkok.

En 2050

*Il y aura entre 9 et 10 milliards d'êtres humains sur la planète

*L'Inde deviendra le pays le plus peuplé avec 1,6 milliards d'habitants

*La population du continent africain devrait plus que doubler pour atteindre 2,4 milliards d'habitants (elle en compte actuellement 1 milliard)

Le PIB (Produit Intérieur Brut) mondial :

(source : FMI – Fond Monétaire International)

71.830 milliards de dollars.

Le PIB est un indicateur économique qui représente la valeur totale des biens et services produits sur un territoire national au cours d'une année. Le PIB mondial est la somme des PIB de tous les pays du monde

Les 10 premiers PIB (en milliards de dollars)

1-Etats-Unis	16.240
2-Chine	9.020
3-Japon	5.150
4-Allemagne	3.600
5-France	2.750
6-Brésil	2.500
7-Royaume uni	2.450
8-Russie	2.200
9-Italie	2.100
10-Inde	2.000

La redistribution des cartes dans le monde capitaliste

Depuis qu'il a vaincu l'Union Soviétique, le capitalisme (mondial) domine la planète.

Il compte d'un côté une trentaine de pays dits « *développés* » : En Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, sans oublier le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande et quelques pays d'Asie. Il compte de l'autre, plus de 150 pays appelés « en développement » qui représentent 85% de la population mondiale. Ceux qui connaissent la plus forte croissance sont dits « *émergents* ». Parmi eux on remarque les BRICS (Brésil – Russie – Inde – Chine – Afrique du Sud). Ces pays « *émergents* » représentent 40% du PIB mondial contre 20% il y a seulement 10 ans. En 2030 ils devraient en représenter 60%.

Le commerce mondial

En 2015 Les **BRICS** représenteront 20% du commerce mondial alors qu'ils ne représentaient que 4% des échanges mondiaux dans les années 90.

La Chine est devenue le 1^{er} exportateur mondial avec 2.000 milliards de dollars devant les Etats-Unis 1.500, l'Allemagne 1.400, le Japon 800.

Selon l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Economique), **l'Asie** génère plus de 75% des échanges entre les pays émergents (2.200 milliards de dollars sur un total de 2.900).

Leurs investissements dans le monde

Les **BRICS** sont les principales sources d'investissements directs à l'étranger. **Ils sont passés de 7 milliards de dollars en 2000 à 145 milliards de dollars en 2012**, représentant 10% du total mondial.

La Chine est passée de la 6^{ème} à la 3^{ème} place des principaux investisseurs derrière les Etats-Unis et le Japon.

L'innovation

Dans la course à l'innovation les USA sont encore premiers, cependant la Chine les rattrape. Dans ce classement l'Inde est 5^{ème}.

86% des 5 millions de diplômés en sciences, technologie, ingénierie, mathématiques dans le monde en 2012, sont venus de Chine, d'Inde et du Brésil.

Aujourd'hui, 41% des nouveaux diplômés en Chine et 26% en Inde sont des scientifiques contre 13% aux USA.

Les dépenses de recherche progressent fortement en Chine, atteignant 125 milliards d'euros, plaçant le pays au 2^{ème} rang après les USA.

Des bouleversements d'une telle importance en si peu de temps ont eu d'énormes répercussions sur la composition et le comportement des grands groupes capitalistes mondiaux. Ils en auront toujours plus car la lutte des classes qui oppose irrémédiablement le capital et le travail s'étend rapidement dans le monde entier.

Ce constat est au centre de notre activité de révolutionnaires.

Ceux qui sont aux commandes du monde capitaliste

Lutter contre ceux que nous avons définis comme nos ennemis de classe jusqu'à les anéantir, construire une société nouvelle, le socialisme, tel est le but du combat que nous menons en France jour après jour. C'est aussi celui de tous les partis révolutionnaires qui existent dans le monde.

Quels sont ces ennemis de classe qu'il faut abattre, où se cachent-ils, derrière qui ou quoi se dissimulent-ils ? Comment et de quelles façons exploitent-ils les travailleurs et les peuples du monde entier, comment pillent-ils les richesses de la planète pour assurer leurs profits... ? Nous allons maintenant aborder ces questions.

Quels que soient les dirigeants politiques (élus ou non), le capitalisme est le maître

Ce n'est pas le Président d'un Etat qui décide. Ce sont les maîtres de l'économie capitaliste, ceux qui ont en main les leviers décisifs de cette économie. Quelques éléments concrets :

USA : Des chiffres qui parlent

OBAMA est Président des Etats-Unis. Membre du Parti Démocrate, il a remplacé BUSH qui était Républicain. OBAMA ou BUSH la politique du pays reste la même, à l'intérieur comme à l'extérieur. Certes d'infimes nuances existent mais elles ne remettent surtout pas en cause ce qui est l'essentiel : la poursuite et l'aggravation de l'exploitation capitaliste

*Depuis 1990 les salaires US ont baissé de 25% pour les travailleurs non qualifiés. Sous Obama, ils ont baissé de 8%, en 5 ans seulement. Même en cumulant 3 ou 4 petits boulots on reste un « working poor » (travailleur pauvre). **Baisser les salaires a-t-il favorisé l'emploi comme promis ?**

*2008 – 2009, 8 millions de travailleurs ont perdu leur travail. Quand une multinationale annonce un plan de licenciements, la valeur de son action bondit à Wall-Street. Etre un bon capitaliste c'est ça, licencier pour accroître les profits !

*En 2012 l'impôt sur les sociétés a été le plus bas depuis 40 ans. Leurs bénéfices 2012 ont atteint un nouveau record. **Qui a bénéficié de cette hausse des profits ?**

*1 citoyen sur 3 est pauvre. On compte 97 millions de « bas revenus » et 46 millions « d'extrêmes pauvres » dont 22 millions d'enfants. En hausse constante depuis 1980.

D'où vient cette progression de la pauvreté ?

*Suite à la spéculation immobilière des banques, 4 millions de personnes ont perdu leurs maisons. 900.000 pour la seule année 2013.

Tout cet argent volé aux uns, les travailleurs et accaparés par les autres, les capitalistes, est utilisé pour accroître les profits et les richesses des possédants.

***En Allemagne** A MERKEL est CDU (Chrétienne-Démocrates), Gabriel SIGMAR est SPD (Socialiste). Les deux dirigent ensemble le même gouvernement. En Grande Bretagne CAMERON, Conservateur a succédé aux Travaillistes etc... etc...

Ne confondons surtout pas les propriétaires des grands moyens de production et d'échange, (comme les appelés K. Marx) avec leur personnel, si haut placé soit-il. « Que faut-il changer pour que rien ne change ? », nous avons connu ça en France quand le socialiste Hollande a remplacé l'UMP Sarkozy. Aujourd'hui cherchez la différence ! Les groupes capitalistes, industriels, financiers, sont toujours à la tête des plus grandes entreprises, ils le sont même davantage. **Il ne suffit pas de changer le personnel en laissant en place les maîtres qui l'emploient. Faire cela c'est plonger tête baissée dans le piège qui nous est tendu.**

Pour continuer à exercer sa domination dans les pays du monde entier, le capitalisme s'assure l'alternance au pouvoir des gouvernements quand cela est nécessaire. Les capitalistes se servent de l'Etat pour gérer, défendre leurs intérêts. L'Etat est à leur service, c'est l'outil qui leur permet de continuer d'exploiter les peuples. **Dans les pays du monde comme d'ailleurs en France, le capitalisme a en général trois fers au feu : les droites, les sociaux-démocrates et socialistes de tous acabit, les extrême – droites.**

***En Norvège**, le nouveau gouvernement issu des élections de septembre 2013 comprend 11 conservateurs et 7 dirigeants d'un parti d'extrême – droite (FrP). C'est toujours la même politique au service du capital.

***En Espagne**, Zapatero (socialiste) avait succédé à Aznar (droite), Rajoy, droite (membre lui aussi du Parti Populaire, créé par le Ministre franquiste Manuel Fraga et le roi Juan Carlos en 1989) a succédé à Zapatero... La même politique continue.

***En Grèce**, le gouvernement allié socialistes, droite et extrême-droite (le Ministre de la Santé Adonis Georgiadis) est issu du parti d'extrême-droite qui a soutenu les colonels grecs pendant la dictature. La politique est toujours dans les mains des groupes capitalistes.

Tous mettent en œuvre la politique des grands groupes multinationaux, qui dirigent l'économie d'un pays et finalement sa politique.

Nous reviendrons de façon détaillée sur cette question dans le chapitre qui traite de la situation dans notre pays.

Encore une constatation rapide que nous développerons plus loin. Après l'écrasement de l'Union Soviétique et des pays socialistes de l'Est Européen, les médias du monde entier célébraient bruyamment la « victoire de la démocratie » sur la « dictature ». On allait voir ce qu'on allait voir. Plus de 20 ans après on voit !

Les Multinationales.

Elles sont aux commandes du monde capitaliste. Elles possèdent les grands moyens de production et d'échange. Elles détiennent le pouvoir économique et financier, donc le pouvoir politique.

Les 500 multinationales les plus puissantes sont classées selon leur chiffre d'affaires qui va de 481,7 milliards de dollars à 23,2 milliards pour la dernière de la liste. Parmi ces 500, 31 sont françaises. (Les chiffres cités sont sujets à caution, compte-tenu des possibilités énormes de camouflage qui sont utilisées. Ils donnent cependant un ordre de grandeur impressionnant).

*Les 10 premières de ce classement

(en milliards de dollars)

Entreprise	chiffre d'affaire	profit net
-Royal Deutch Shell	481,7	26,6
-Wal-Mart Stores	469,2	17
-Exxon Mobil	449,9	44,9
-Sinopec Group	428,2	8,2
-China National Pétroleum	408,6	18,2
-BP	388,3	11,6
-State Grid	298,4	12,3
-Toyota Motor	265,7	11,6
-Volkswagen	247,6	27,6
-Total	234,3	13,7

Les USA ont 132 entreprises classées (153 en 2008). La Chine 89 (contre 29 en 2008), elle passe devant le Japon qui en a 62. A titre de comparaison, le budget national de la France est de 360 milliards d'euros

Les grandes organisations internationales

– **ONU, OCDE, FMI, Banque Mondiale, OMC, FAO, OTAN, ont toutes été créées pour assurer la pérennité du capitalisme et sont à son entier service.** Composées des dirigeants nommés par les Etats, elles reflètent l'objectif commun au capitalisme international : **diriger le monde et gérer la concurrence mondiale** entre les capitalistes. Elles expriment à chaque moment le rapport des forces entre groupes capitalistes. Elles surveillent de très près la lutte des travailleurs et des peuples qui ont lieu dans le monde. Elles interviennent quand elles le jugent nécessaire de multiples façons.

L'ONU (organisation des Nations Unies). Créée en 1945, c'est une organisation d'Etats. Son assemblée générale en réunit 193. Son Conseil de Sécurité (exécutif de l'ONU) est composé de 15 Etats. Un Etat peut opposer son droit de veto et bloquer une décision.

L'ONU dépend des grandes puissances qui interviennent et agissent en fonction de leurs intérêts. **Elle n'a jamais exercé sa mission originelle définie dans la charte de 1945 : maintien de la paix dans le monde et défense des droits de l'homme.**

De 1945 à 1990 elle joue un rôle très important dans l'organisation de la guerre froide organisée par les occidentaux sous la houlette des USA, contre l'URSS et les pays socialistes.

A partir de 1991 après la disparition de l'URSS, elle devient l'expression exclusive de la concurrence et des rivalités capitalistes mondiales. Elle n'a empêché aucune des guerres qui ont été déclenchées. Elle prépare, soutient et donne une caution morale aux interventions des puissances impérialistes dans le monde comme c'est le cas actuellement au Moyen-Orient et en Afrique

L'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) fut Créée en 1949 par les USA et les pays d'Europe occidentale. Dès sa création elle eut pour but de s'opposer à l'Union Soviétique et aux pays socialistes de l'Europe de l'Est. Instrument de la guerre froide, son adversaire désigné est le Pacte de Varsovie (Organisation de Sécurité collective des pays socialistes) créé après que la RFA (République Fédérale d'Allemagne de l'Ouest) fut intégrée militairement au bloc de l'Ouest, dans l'Alliance Atlantique. .

En 1961, deux ans après la révolution à Cuba qui chasse le dictateur Batista, les USA avec l'OTAN veulent envahir cette île. C'est le sang-froid et la détermination de l'URSS avec le Pacte de Varsovie qui contraindra Kennedy, Président d'alors des USA, à reculer et à renoncer.

Depuis la disparition de l'URSS, l'OTAN (dont l'Europe est le partenaire privilégié et la France membre du commandement intégré) intervient dans le monde pour imposer la domination impérialiste (ex. Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Libye...).

Elle développe une course aux armements les plus dangereux. Après l'arme nucléaire, les armes chimiques, les drones, elle prépare les « *cyber attaques* », l'utilisation de l'électronique de plus en plus complexe dans l'armement. En novembre 2013, l'OTAN a lancé un test de 3 jours (exercice de cyber coalition) avec 30 pays et la participation de plus de 300 experts, pour expérimenter les systèmes et les procédures nouvelles pour simuler des cyber attaques.

La Commission Trilatérale fut fondée en 1972 à l'initiative de David Rockefeller et de Henri Kissinger. Elle fut créée par les Etats-Unis, l'Europe, le Japon.

Cette « *Trilatérale* » joue un rôle déterminant pour maintenir la main – mise du capitaliste sur l'ensemble de l'humanité.

A sa tête les Magnats de la finance. Ceux des Etats-Unis (Wall Street) de l'Europe (La City de Londres) et du Japon (Tokyo Stock Exchange).

Elle compte plus de 300 membres ; 160 européens, 115 Nord américains (USA, Canada, Mexique), 110 asiatiques (Japon, Corée, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Australie, Nouvelle Zélande).. On remarquera son extension relativement récente dans cette partie du monde

Elle organise des rencontres régulières entre les dirigeants des principales puissances capitalistes d'Europe, d'Amérique et d'Asie.

Ses groupes de travail réalisent des « notes » qui sont distribuées à une pléiade de gouvernants et dirigeants de groupes bancaires, médiatiques et industriels. Ces notes sont de véritables directives à respecter pour aller dans le sens des objectifs des leaders mondiaux. Ainsi les secteurs stratégiques des pays les plus riches de la planète sont contrôlés : appareil d'Etat, appareil militaire, secteur énergétique, médias, secteur bancaire, syndicats...

Parmi les membres français on note:

François Bayrou UDF

Henri De Castrie Président d'Axa

Patrick Devedjian UMP

Laurent Fabius Ministre PS

Denis Kessler MEDEF

Pierre Lelouche UMP

Henri Proglio Président d'EDF

Alain Richard député PS

Hubert Védrines Ministre PS

La présence côte à côte de Fabius, Kessler, du Président d'AXA, de Proglio, de Bayrou...se passe de commentaire.

LE G20

-Le G20 est un outil au service du capitalisme mondial. Son but : maintenir la domination du capitalisme dans le monde et faire face aux crises qu'il génère.

Il représente 85% de l'économie et 2/3 de la population mondiales

Il est formé des gouvernants des 20 plus grandes puissances mondiales :

Afrique du Sud – Allemagne- Arabie Saoudite – Argentine – Australie – Brésil – Canada – Chine – Corée du Sud – Etats-Unis – France – Inde – Indonésie – Italie – Japon – Mexique – Royaume Uni – Russie – Turquie et Union Européenne. L'Espagne est invité permanent.

La présidence est assurée à tour de rôle par un Etat : en 2013 par la Russie – en 2014 par l'Australie

-Les chefs d'Etats, les Ministres des finances, ou les Ministres des Affaires étrangères de ces pays se réunissent régulièrement

**Pour compléter leur « action, les membres du G20 ont créé :*

-**Le B20** : qui rassemble les dirigeants des multinationales capitalistes de ces mêmes grandes puissances.

-**le L20 qui réunit les organisations syndicales des pays concernés ainsi que la CSI (Confédération Syndicale Internationale) pour intégrer les travailleurs au système capitaliste. Elles sont utilisées comme amortisseurs pour endiguer les luttes. Elles apportent un soutien au capitalisme mondial.**

Tout ce petit monde se retrouve chaque fois que nécessaire. En 2011 ils se sont retrouvés au sommet de Nice (sous la présidence française) pour discuter de **comment sortir de la crise en la faisant supporter aux peuples.** (Voir la partie sur la France pour plus de détails).

L'OCDE (organisation pour le développement et la coopération économique) : créée en 1961. 34 pays en sont membres actuellement dont la France

Elle observe les échanges commerciaux entre les pays à partir des règles capitalistes du commerce mondial. Elle influence fortement la politique économique des pays du monde entier par ses « *recommandations* ».

Le FMI a été créé en 1944. Il regroupe 188 pays.

Il a pour fonction d'assurer la stabilité du système monétaire capitaliste international. A ce titre, il fournit des prêts aux pays à la condition expresse qu'ils appliquent les règles économiques du capitalisme (privatisations, austérité pour les peuples).

Par exemple :

Pour accorder aux pays d'Afrique un moratoire sur leur dette, il a exigé, l'ouverture de leurs marchés aux multinationales, la suppression des aides aux paysans pour l'achat de semences, d'engrais, la suppression des aides aux hôpitaux.

Lors d'une crise capitaliste, comme celle de 2008, il prête de l'argent aux pays endettés, à condition que ces pays imposent des réformes très sévères pour leur peuple (mesures d'austérité, réductions des dépenses publiques et sociales) mais cadeaux aux entreprises pour maintenir leur « *compétitivité* ».

La Banque mondiale a été créée en 1945. Elle agit en concertation avec le FMI. Ils décident ensemble de leurs « *interventions* » dans les pays.

Le siège du FMI et de la Banque Mondiale sont à Washington.

Une règle tacite entre les Etats capitalistes, donne au gouvernement des USA le choix du Président de la Banque mondiale et à l'Union Européenne celui du FMI. C'est ainsi que le Strauss-Kahn, dirigeant socialiste a été nommé directeur du FMI puis remplacé par Christine Lagarde qui fut Ministre du gouvernement Sarkozy.

L'OMC (Organisation mondiale du Commerce). Créée en 1995, elle succède au GATT (Général Agreement on Tariff and Trade) qui fixait les règles du commerce mondial.

Les Agences de notation

Elles ont été créées à la fin du 19^{ème} siècle par les capitalistes pour évaluer financièrement les entreprises. Elles jouent un rôle important dans la concurrence mondiale.

Elles fondent leur analyse, selon des critères économiques et financiers capitalistes

Aujourd'hui elles évaluent les Etats, leur attribuent des notes. Elles sont un instrument utilisé pour pousser aux plans d'austérité les plus drastiques pour les peuples.

Qui les contrôle ? Ceux qui les emploient et finalement les dirigent : les grands groupes capitalistes.

L'agence **Fitch Roting** est contrôlée à hauteur de 60% par le groupe français Finalac. **Moody's** a parmi ses actionnaires 13% d'un fond d'investissement propriété de Warren Buffet. **Standardt and Poor's** appartient à un grand groupe d'édition, Mc Graw-Hill. Moody's a un profit rapporté à son chiffre d'affaires de 401%, Standardt and Poor's de 43% et Fitch de 58%.

Les Clubs dits de « réflexion »

Ils sont liés aux Multinationales, aux pouvoirs politiques, aux organisations internationales et aux partis politiques au service du capitalisme. Ces différents « clubs » sont faits de réseaux d'influence. Leur cohésion est assurée par la participation simultanée dans plusieurs d'entre eux de dirigeants de tous les pouvoirs et partis politiques

Le groupe de Bilderberg créé en 1954 à l'initiative de David Rockefeller, est un des plus puissants de ces réseaux. Il rassemble des personnalités de tous les pays, des dirigeants de la politique, de l'économie, de la finance, des médias, des responsables de l'armée, des services secrets, des scientifiques et universitaires.

Il se réunit une fois par an à huis clos. Les participants prennent des orientations stratégiques concernant : la politique économique, financières, les crises, les guerres, les alternances politiques dans les différents pays

Le président actuel en est Henri de Castrie. Il préside le groupe français d'assurances AXA et est membre de la Trilatérale.

Parmi les participants on note des dirigeants d'entreprises, des Ministres, de différents pays. Les français sont très bien représentés avec :

Olivier de Bavinchove, Général – commandant en chef de l'Eurocorp,

Jean Dominique Senard, PDG de Michelin

Paul Hermelin, PDG du groupe Capgemini,

François Fillon ancien 1^{er} Ministre UMP,

Christine Lagarde directrice du FMI,

Manuel Valls Ministre socialiste du gouvernement Hollande,

Nicolas Barré directeur du journal « Les Echos »,

Hubert Védrines ancien Ministre socialiste de Jospin.

Valérie Pécresse ancienne Ministre, députée UMP,

Thierry de Montbrial Président de l'Institut français des relations internationales,

Tous ces organismes sont censés œuvrer au service du progrès, de la démocratie et de la paix mondiale. Les services de propagande de France et d'ailleurs nous les présentent comme tels. L'autorité de l'ONU, celle du FMI, de la Trilatérale etc... ne sont jamais contestées. Les avis des agences de notation font autorité, d'autant plus qu'elles parlent à chaque fois d'imposer de nouveaux sacrifices aux peuples..

Les uns et les autres jouent un rôle très important dans la mise en œuvre de la politique du capital à l'échelle de la planète. On ne s'étonnera pas de la présence dans les directions de ces organismes, de personnages politiques socialistes, de « gauche », de syndicalistes de haut rang. C'est une preuve de plus et quelle preuve, qu'ils sont partout au service du capitalisme.

Les grands ensembles capitalistes

Il existe 36 zones d'intégration économique, grands ensembles et accords régionaux et inter-régionaux à travers le monde, en voici les principaux.

-L'Union Européenne qui comprend aujourd'hui 28 Etats

-L'Organisation des Etats d'Amérique : 35 Etats

-Les BRICS : Brésil –Russie –Iran- Chine – Afrique du Sud

-l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud Est) regroupe 10 pays : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam, Birmanie, Laos et le Cambodge.

La Chine est associée à l'ASEAN

Des négociations ont été lancées fin 2012 pour un accord de libre échange entre l'ASEAN, la Chine associée et d'autres pays d'Asie-Océanie (Corée du Sud, Japon, Inde, Australie, Nouvelle Zélande). Cet accord nommé « *Regional Comprehensive Economic Partnership* » serait le plus important du monde.

-L'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les Amériques). Ce marché a été mis en place en 2004 sous l'impulsion de H. Chavez et de F. Castro. Il compte neuf pays progressistes latino-américains qui veulent baser les relations et les échanges sur d'autres critères que le profit, pour le progrès social, dans le respect de l'indépendance. C'est une tentative gênante pour la politique des USA. Ceux-ci ont d'ailleurs téléguidé des coups d'Etat au Honduras et au Paraguay afin qu'ils quittent l'Alba.

-La CELAC (Communauté d'Etats latino – américains et des Caraïbes – créée en 2012. Elle déclare vouloir se libérer de la tutelle des Etats-Unis. . 33 pays en sont membres, parmi lesquels, l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Chili, Cuba, le Mexique et le Venezuela...

-Le MERCOSUR : Argentine, Brésil, Paraguay, l'Uruguay, le Venezuela. Y sont associés, le Chili la Bolivie et le Pérou.

-l'OPEP : Organisation des Pays exportateurs de Pétrole

-L'**APEC** (Asie Pacific Coopération) est un forum économique intergouvernemental concernant la région Asie Pacifique. Il réunit 21 pays qui représentent le tiers de la population mondiale, 60% du PIB mondial et 47% du commerce mondial. La dernière réunion s'est tenue du 2 au 8 octobre 2013 à Bali en présence du Président Chinois. Les USA étaient représentés par J. Kerry

-Il existe d'autres grands ensembles, comme l'**UNASUR** (Union des Nations Sud – Américaines) qui est une communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (l'ensemble des Etats de la Région à l'exception des Etats-Unis et du Canada) etc...

Une nouvelle étape dans la concurrence mondiale

Selon l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) on assiste à une vague sans précédent d'accords de libre échange entre Etats capitalistes. Ces regroupements bi ou trilatéraux pour les plus petits d'entre eux sont en général bien plus importants. Quelle que soit leur forme, la conclusion de ces « accords » relève directement de la concurrence accrue qui se développe rapidement dans le monde capitaliste mondial. On s'achemine vers la constitution de grands ensembles internationaux, eux-mêmes traversés d'énormes contradictions économiques, politiques sociales. L'exemple de l'Union Européenne qui compte **28 Etats et 500 millions d'habitants est de ce point de vue éclairant ; il montre que toutes ses contradictions s'aggravent au fur et à mesure que cette communauté européenne se précise.** Il en est de même de chacun de ces grands ensembles. **Tout montre qu'une nouvelle étape grosse de dangers, y compris celui d'une guerre internationale, ceci du fait même de la concurrence acharnée que se livrent les groupes capitalistes, Cela est le mode d'existence du capitalisme à l'échelle internationale. La mondialisation capitaliste c'est ça !**

La guerre pour les ressources naturelles

L'histoire mondiale du capitalisme est faite aussi de guerres pour s'accaparer les ressources naturelles, les matières premières.

La conquête par la guerre des colonies a été réalisée essentiellement pour contrôler, exploiter les matières premières, d'Afrique, d'Asie etc.

Depuis 1980, la concurrence pour les matières premières a été à l'origine de 18 conflits militaires dans le monde. Aujourd'hui on assiste à une nouvelle « guerre du Pacifique », zone qui recèle des richesses importantes en pêches et en hydrocarbures. D'ici 2020 les Etats-Unis devraient déployer 60% de leurs forces navales dans la région

Pour sa part, l'Union Européenne est dépendante de ses importations : de 48% pour le cuivre, 78% pour, le nickel, 100% pour cobalt, le platine ou le titane.

Aujourd'hui cet affrontement à l'échelle mondiale entre groupes capitalistes est devenu encore plus âpre. Des exemples :

Le pétrole de la zone Artique. Cette zone est une zone maritime de 800.000 km². Elle est en train de devenir un lieu de bataille entre les grandes puissances. La Russie, le Canada, les USA et la Chine sont déjà en lice pour l'exploitation des gisements de pétrole et le droit de pêche dans ce secteur.

Pour les terres rares. Les terres rares sont un groupe de 17 métaux dont le lanthane, l'yttrium et le néodyme qu'on retrouve par exemple, à faible teneur dans les téléphones portables et les écrans d'ordinateur, les pots catalytiques, les moteurs électriques, les moteurs éoliens etc...

Riche en terres rares, la Chine qui actuellement, contrôle 95% de leur production, permet ainsi à ses industries de se développer et de devenir plus compétitives sur les marchés mondiaux.

Les grands capitalistes mettent la main sur des terres rares en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, privant délibérément les populations locales de ces ressources.

L'eau issue de la fonte des glaciers de l'Himalaya, avec le réchauffement climatique alimente les plus grands fleuves du monde qui traversent le Bangladesh, l'Inde ou la Chine. La guerre de l'eau qui aujourd'hui ne concerne que l'Afrique et le Moyen Orient pourrait s'étendre à ces pays.

Cette lutte acharnée pour la conquête du monde entre les principaux groupes industriels et financiers est souvent présentée comme le stade nouveau du développement de l'humanité. Les différences de niveau de vie, de culture entre les peuples diminueraient, elles s'effaceraient, les contacts s'amélioreraient, les négociations remplaceraient les guerres, celles qui subsistent seraient le fait de chefs d'Etats dictateurs qu'il faut écarter ou de bandes armées incontrôlables qu'il faudrait réduire.

Il y a plus d'un siècle et demi que K. Marx avait prévu ce qu'on nomme aujourd'hui abusivement la mondialisation mais qui n'est rien d'autre que le stade suprême du capitalisme, parvenu au dernier stade

de son développement. Cet impérialisme, comme l'a montré Lénine, consiste au remplacement des différents marchés des pays puis des continents par un marché capitaliste unique à l'échelle de la planète. C'est ce qui se passe actuellement où les règles sauvages du capitalisme sont appliquées jusque dans les moindres recoins. Nous vérifions aujourd'hui jusque dans les détails la pertinence de ce que Marx a pu dire de l'évolution du capitalisme.

La concurrence inter capitaliste a pris une dimension nouvelle, elle est portée à un niveau jamais atteint à l'échelle mondiale.

La guerre des Monnaies

Cette guerre des Monnaies qui se développe est partie intégrante de cette concurrence sans merci.

Les Etats-Unis dont le dollar reste encore aujourd'hui la monnaie dominante, font tourner la planche à billets via la FED, banque centrale américaine, depuis 3 ans. Le dollar est affaibli de façon artificielle, ceci permet d'augmenter les exportations US et de relancer aujourd'hui son économie.

La Chine et le Japon effectuent leurs échanges commerciaux avec leur monnaie respective sans passer par le dollar. Si la 2^{ème} et la 3^{ème} économie mondiale s'entendent sur la question de la monnaie, le reste de l'Asie sera obligée de suivre. Ce qui forcément gênera les Etats-Unis. La monnaie chinoise, le Yuan, est plus faible que l'Euro mais chaque fois qu'elle s'impose dans des échanges commerciaux internationaux, elle renforce son pouvoir, en attendant de devenir la 3^{ème} devise mondiale à l'égal du dollar et de l'euro

Dans cette guerre des monnaies qui se développe, tout change de plus en plus vite.

La Chine garde en réserve son arme principale le Yuan. La Chine forte de quelques 1.250 milliards de Yuans (153 milliards d'euros) qui dorment dans les coffres des banques du monde entier, n'a pas besoin de se montrer pressée de rendre sa monnaie convertible.

L'euro est la 2^{ème} monnaie derrière le dollar pour les échanges commerciaux. Les Etats de la zone Euro tentent de s'entendre sur les moyens de faire baisser cette monnaie mais la concurrence interne entre capitalistes européens les divise et empêche l'Euro de peser plus fortement dans cette guerre des monnaies.

La spéculation dans le monde capitaliste

En 2013 les capitaux détenus par les bourses mondiales ont atteint 62.000 milliards de dollars. C'est plus du double de la valeur de toutes les entreprises cotées dans le monde. Toujours en 2013 les principales de ces places boursières ont progressé de 29,6% aux Etats-Unis, de 18% en France, de 14% au Royaume Uni. Entre 2000 et 2007 la masse monétaire mondiale a doublé, progressant infiniment plus vite que la production. **En six ans des millions de milliards de dollars n'ont pas été investis dans la production de marchandises, ils se sont accumulés dans la sphère spéculative mondiale.** Des masses de capitaux ne sont pas investis dans le secteur productif jugé pas assez « rentable ». Dans toutes les places boursières du monde, les échanges financiers spéculatifs s'effectuent 24 heures sur 24. L'informatique est mise au service du capital. **Ces échanges spéculatifs sont de très loin la principale activité de tout le secteur capitaliste du monde.** Ils sont 200 fois supérieures aux échanges commerciaux de marchandises réelles, des sommes supérieures au PIB (le Produit Intérieur Brut d'un pays est la valeur des richesses produites annuellement dans ce pays). Ces sommes ne servent qu'à spéculer. Elles alimentent en permanence une bulle financière qui ne cesse de grossir et qui finit par éclater comme on l'a vu en 2008 avec la crise qui sévit dans le monde.

La suraccumulation du capital se poursuit. Les exigences de rentabilité des grands groupes capitalistes et des marchés s'exacerbent. On assiste à une relance ultra-rapide de la croissance financière des capitaux :

A Wall Street, depuis 2008 l'indice Dow Jones a été multiplié par 2, le Nasdaq par 3

En Europe l'indice de la City de Londres a été multiplié par 1,74, le Nikkei japonais par 20 !, en France le CAC40 a connu une progression de 59%

On compte aujourd'hui 9000 fonds spéculatifs (Hedges Funds) dans le monde

Ces fonds recherchent en permanence et dans le monde entier les rentabilités les plus élevées. Ils sont détenus à 50% par les banques, les fonds de pensions, les compagnies d'assurances, par les grands groupes capitalistes qui les contrôlent.

Ils spéculent sur les actions, les devises, les matières premières... Ils peuvent même vendre des titres qu'ils ne possèdent pas et en tirer profit s'il y a chute des cours. En 2008, leurs performances ont plongé. Cette année- là ils ont fait perdre en moyenne 19% de leur capital à leurs « clients ». Ils sont repartis à la hausse en 2009 et affichent aujourd'hui (2014) leurs meilleures performances depuis 10 ans : une hausse de 20%.

Les Bad Banks européennes (banque poubelle ou banque hôpital)

(Elles ont été créées en 2007 par les établissements de crédits. Ce sont des entités juridiques créées pour permettre aux institutions financières d'y transférer leurs actifs toxiques, afin que cela ne pèse pas sur leur activité. Par la suite les « *Bad Banks* » ont pour objectif de les revendre aux meilleures conditions du marché.

Les Banques européennes détiendraient actuellement plus de 1.000 milliards d'euros d'actifs toxiques.

En 2013, la Bad Bank de Dexia recensait 266 milliards d'euros d'actifs douteux. Un record en Europe. Natixis s'est également dotée d'une Bad Bank avec 13,5 milliards d'actifs toxiques. La Société Générale a son propre Bad Bank avec 8,8 milliards d'euros.

-Les paradis fiscaux

Les 50 plus grandes banques et entreprises européennes détiennent 4.458 filiales dans les paradis fiscaux. La BNP a 214 filiales - le Crédit agricole 86 - AXA 23 - auxquelles il faut ajouter, Total, Peugeot etc...

Les multinationales capitalistes avec l'aide de leurs Etats organisent la faim dans le monde, spéculent, pour le profit maximum. Elles régendent tout, droit de vie et de mort.

Les sociétés transcontinentales de l'agro-alimentaire et des Hedges-Funds (fonds spéculatifs) spéculent sur les prix alimentaires. Entre 2005 et 2008, la part des spéculateurs sur les marchés du maïs est passée de 17 à 43%

Le vol des terres se développe en Afrique mais aussi au Brésil, au Kazakhstan en Asie.

En 2010 en Afrique – Au Sud Soudan, au Nigeria, au Mali, en Somalie... 41 millions d'hectares de terres arables ont été achetées ou louées par des « Hedges-Funds » américains, des banques européennes, par des fonds d'Etat saoudiens, chinois, par le crédit suisse, par des entreprises indonésiennes. Soit ils ne les exploitent pas et spéculent sur les prix montent pour les revendre, soit ils les cultivent et ils exportent la production. La possession des terres est devenue pour les sociétés capitalistes et leurs Etats les plus puissants un enjeu stratégique.

Les sociétés agroalimentaires transcontinentales, poussent la production d'agro-carburant. Pour obtenir 1 litre de bioéthanol, il faut 4.000 litre d'eau. Ces sociétés privent d'eau des millions d'être humains en Afrique. Les producteurs américains, les plus puissants du monde, reçoivent des milliards de dollars d'aide de l'Etat. B. Obama a déclaré cette production, cause nationale.

Le capitalisme bloque toute évolution, toute solution qui fait obstacle à la recherche du profit maximum Des exemples :

La faim est la principale cause de mort sur notre planète

1 milliard d'individus souffrent de la faim alors que la planète regorge de richesses. En Asie-Pacifique 590 millions de personnes, en Afrique subsaharienne 280 millions, en Amérique Latine - Caraïbes 55 millions, au Proche-Orient 40 millions, dans les pays développés 30 millions.

La malnutrition provoque la mort de 3,1 millions d'enfants de moins de 5 ans chaque année. Dans les pays du Sud 500.000 mères meurent en couche par manque de nourriture pendant leur grossesse.

Dans le monde, toutes les 4 minutes, 1 personne perd la vue, devient aveugle, par déficience alimentaire (chiffres FAO).

Selon l'OMS, la moitié de la population mondiale – 3,5 milliards de personnes, n'a pas accès à l'assainissement de l'eau. 9.000 enfants de moins de 10 ans meurent chaque jour de l'ingestion d'eau impropre à la consommation.

A Gaza où vivent 1,5 million de palestiniens, 8 personnes sur 10 sont au dessous de l'extrême pauvreté (1,25 dollars par jour)

La crise c'est celle du capitalisme

« *Crise de la finance, mauvaise gestion de l'économie, économie casino* » etc... etc... Ces mots nourrissent en permanence les propos du gouvernement, des partis politiques, celui des organisations syndicales qui ne veulent surtout pas mettre en cause le régime capitaliste. Mais la crise n'est pas le résultat des excès, des jeux de hasard financier capitaliste qu'il suffirait de « moraliser ». Elle met en lumière la logique du capitalisme, la recherche du profit maximum par l'exploitation, les régressions, qui aboutit à ce que Marx nomme « crise de surproduction », c'est-à-dire trop de production par rapport à la demande (les travailleurs exploités de plus en plus n'ont plus les moyens d'acheter). La crise éclate ;

La réalité est là : les crises tiennent à l'existence même du capitalisme. Elles sont inséparables de sa nature, elles font partie de son fonctionnement. Le fondement du capitalisme est la recherche permanente du profit maximum. Le développement du capitalisme est organisé autour de cette donnée : produire pour vendre.. Il recherche en permanence des débouchés, des sources de matières premières, de la main d'œuvre le moins cher possible. Tout s'achète et tout se vend, y compris les salariés sur le marché du travail. « *La tendance générale de*

la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires mais de l'abaisser, c'est à dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse. (K. Marx dans « salaires prix et profit »)

Depuis que le capitalisme existe des crises ont lieu. La première grande crise mondiale a éclaté en 1873. Depuis, elles se sont succédées à intervalles réguliers jusqu'à aujourd'hui. Elles ont été la cause de deux guerres mondiales. Ni les médias ni personne d'autre n'en parlent, ce serait pourtant le moment !

Comme toutes celles qui l'ont précédée, la crise actuelle découle directement de l'existence du capitaliste qui domine le monde actuel.

La crise de 1929

Elle a été déclenchée à partir du développement énorme de la spéculation financière entre 1924 et 1929, avec d'un côté des capacités de production qui se sont développées considérablement et de l'autre l'impossibilité pour la population de pouvoir acheter la production.

La bulle financière a éclaté, c'est le krach financier de 1929. Les Etats capitalistes interviennent, des pans entiers de l'économie sont sacrifiés, le chômage se développe. Au bout, c'est la deuxième guerre mondiale avec 65 millions de morts.

Aujourd'hui les capitalistes possèdent tous les grands moyens de production de la planète. Ils décident seuls ce qui doit être produit et en quelle quantité. Ce qu'on nous décrit comme l'univers de la concurrence libre pour le plus grand bien des consommateurs est en réalité un monde dans lequel la production est organisée de manière à ce que beaucoup manquent du nécessaire, car c'est la garantie de la continuité du système et des profits.

Comme on l'a vu les grands moyens de production et d'échanges, ces groupes industriels et financiers, appartiennent à de grands ensembles capitalistes mondiaux qui s'opposent en permanence pour réaliser un profit maximum. Les nombreuses absorptions, fusions, concentrations auxquelles on assiste actuellement sont le résultat de cet affrontement. Pour réaliser ce profit maximum ils pillent des continents comme l'Afrique, l'Amérique du Sud, une partie de l'Asie et surtout ils exploitent toujours plus les travailleurs du monde entier...

Alors qu'il serait possible aujourd'hui, compte-tenu de l'évolution des sciences et des techniques, d'assurer le bien être de tous les habitants de la planète, il faut constater que des centaines de millions d'êtres humains, comme nous l'avons montré, sont sous-alimentés, privés du nécessaire parce que les dirigeants des firmes capitalistes l'ont décidé. C'est le cas des grandes firmes de la chimie qui refusent de fournir en Afrique les médicaments indispensables pour enrayer une épidémie.

La crise de 2008

Elle présente une différence de taille avec les précédentes, il n'y a plus de zone à coloniser comme en 1873 et 1929, ni de pays socialiste. Il n'existe plus d'espace libre à occuper sur la planète ; la plupart des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et même d'Europe sont sous la tutelle des grands ensembles impérialistes.

Afin d'avoir un nouveau débouché pour leurs multinationales, les impérialistes sont obligés de combattre des puissances ou des impérialistes rivaux. Les guerres régionales ont été relancées après la fin de l'URSS, en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient. La menace de guerre généralisée est de plus en plus réelle.

Partout dans le monde les travailleurs, les salariés et les peuples agissent.

Ils agissent pour leurs salaires, leurs conditions de travail, pour vivre mieux et pour être libres.

- On lutte dans les pays européens contre les politiques d'austérité imposées par les gouvernements.
- On lutte dans les pays du Maghreb et du Moyen- Orient pour profiter du développement du pays, contre la misère, pour vivre mieux. Ces luttes n'en sont qu'à leur début. Les manœuvres des hommes mis en place avec le soutien des impérialistes ne parviendront pas à les faire disparaître, car il s'agit de la lutte des peuples, pour imposer leurs droits fondamentaux.
- A son tour l'Asie connaît des luttes très importantes en particulier dans les entreprises, pour les salaires et les conditions de travail. En Chine, au Bangladesh, en Thaïlande, en Birmanie, en Indonésie.
- En Afrique Centrale, les peuples engagent à leur tour la lutte pour mettre fin au pillage de leurs richesses.
- En Afrique du Sud les travailleurs luttent pour leurs droits, leurs salaires, de meilleures conditions de travail
- En Amérique Latine, l'exigence des peuples de sortir de la misère, de connaître le progrès social, leur volonté d'indépendance vis-à-vis des USA a imposé des changements dans plusieurs pays, au Venezuela, en Bolivie, au Brésil. Leur coopération avec Cuba qui se bat pour le développement de son pays en toute indépendance, s'est développée.

- Le Peuple Palestinien poursuit sa lutte pour imposer la fin de la colonisation par Israël et pour son droit à un Etat Indépendant. Nous exigeons du gouvernement français qu'il prenne toutes les mesures pour imposer à Israël la fin de la colonisation et la reconnaissance d'un Etat Palestinien indépendant, en application de la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU qui stipule le retour d'Israël dans les frontières de 1948, les seules reconnues par l'ONU. Cela implique le démantèlement de toutes les colonies israéliennes illégalement créées sur les territoires palestiniens de Cisjordanie et sur la bande de Gaza.

Nous sommes pleinement solidaires de la lutte de tous les peuples. Leurs luttes et les nôtres convergent. Nous avons tous le même ennemi le capitalisme, que nous combattons. Les luttes des travailleurs, des peuples partout dans le monde, sont l'expression de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

L'Union Soviétique

En 1914, la première guerre mondiale éclate. Les grandes puissances impérialistes d'Europe s'affrontent pour la suprématie économique mondiale. La Russie tsariste est entraînée aux côtés de « l'entente cordiale » franco-britannique en grande partie du fait de la place importante tenue par les capitalistes de ces pays là dans son industrie.

Cette guerre où les soldats se battirent pour les intérêts des grands industriels, a causé la mort de 1.400.000 français, 1.700.000 allemand, 1.800.000 russes, 750.000 britanniques, 450.000 italiens, 300.000 serbes etc... Pour l'ensemble de l'Europe ce furent au bas mot 8.500.000 morts, ce qui était sans commune mesure avec ce que l'humanité avait connu jusqu'alors. Ce fut, notamment pour les combattants des tranchées, une guerre terrible.

Un éclair dans la nuit, la Révolution d'Octobre 1917

En pleine guerre, deux révolutions, une bourgeoise et une prolétarienne éclatent en Russie qui depuis les années 1880 est en pleine industrialisation avec l'apport de capitaux étrangers, venus de Grande Bretagne d'abord, puis d'Allemagne, de France ou de Belgique. Avec l'industrialisation, la classe ouvrière commence à se constituer. Concentrés dans et autour des grandes villes, les ouvriers, issus de la paysannerie, sont plus de 3 millions dès 1900. Ils doivent travailler 12 heures par jour et n'ont ni le droit de grève ni celui de former des syndicats..

En 1903, au congrès de Bruxelles, préfigurant ce qui arrivera au mouvement ouvrier dans le monde entier, le POSDR (parti ouvrier social-démocrate de Russie) s'est scindé en deux tendances : les bolcheviks (majoritaires) animés par Lénine et les mencheviks (minoritaires) animés par Martov et Trotski. Les premiers veulent accélérer le processus révolutionnaire et les seconds...attendre.

L'effroyable misère du peuple et le refus de la guerre provoquèrent une première révolution **celle de février 1917 à la suite de laquelle les partis bourgeois s'installèrent au pouvoir. Le Soviet de Petrograd animé par les bolcheviks combattait fermement les options de ce gouvernement provisoire.** Les bolchevicks et Lénine avancent trois propositions : la paix immédiate -la terre aux paysans par la confiscation des domaines féodaux et de l'église – le contrôle des usines et la production. Ils engagent dans tout le pays une grande campagne pour gagner la majorité du peuple à ces idées. Le gouvernement provisoire en place qui poursuit la même politique que le pouvoir tsariste perd toute crédibilité.

Lénine et le Comité Central bolchevik appellent le peuple à l'action. Dans la nuit du 24 au 25 octobre, les forces armées des Soviets s'emparèrent du Palais d'Hiver.

Le congrès des Soviets composés d'ouvriers, de paysans et de soldats réunis à Petrograd, décide de confier aux Bolchevicks et à Lénine la direction du pays. Dès son entrée en fonction, le gouvernement bolchevick met en œuvre les propositions qu'il avait formulées.

Le 3 mars 1918, le gouvernement bolchevik signa avec l'Allemagne la paix de Brest-Litovsk qui comportait de vastes cessions territoriales.

Les impérialistes ne voulaient pas d'un pays socialiste. L'armée rouge dût combattre pendant 4 ans, les russes blancs, les grands propriétaires terriens, les partisans du tsar, tous armés par les grandes puissances capitalistes. Les impérialistes intervinrent eux-mêmes contre l'URSS dans la guerre russo-polonaise. Des corps expéditionnaires français et allemand furent expédiés en Pologne et en Mer Noire dès la fin de la 1^{ère} guerre mondiale. En 1920 une « mission militaire française » conduite par le général Weygand assisté par Charles De Gaulle intervient. Fin octobre 1920 les envahisseurs étrangers et les gardes blancs russes furent écrasés. La République soviétique avait sauvé l'indépendance de son état.

C'est dans une Russie exsangue que la révolution socialiste triomphe.

En peu de temps, le développement de l'union Soviétique est fulgurant

-En 1938, 20 ans après la révolution, le volume global de la production industrielle de l'URSS, la plaçait en tête de tous les pays d'Europe. Elle occupait la seconde place dans le monde.

-En 1940, l'URSS avait multiplié par 4 la production de fonte et d'acier, par 5,5 la production de houille, par 3,5 la production de pétrole, par 2,7 la production de coton brut.

Notons qu'en 1936 l'URSS se retrouva seule à soutenir la république espagnole attaquée par les fascistes.

En 1938, les pays occidentaux, en particulier la France et l'Angleterre refusent de s'allier avec l'URSS pour barrer la route à Hitler. Ils refusent toute discussion sérieuse avec les dirigeants soviétiques car ils espèrent qu'Hitler allait attaquer ce pays, ce qui s'est passé en 1941. « Plutôt Hitler que le Front populaire » répétaient en France des hommes politiques et des industriels. En 1938 après l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie, le britannique Chamberlain et le Président français Daladier rencontrèrent Hitler à Munich. A l'issue de cet entretien, Daladier déclara : « Nous avons sauvé la paix pour une génération » ! C'est finalement le traité de non-agression germano-soviétique qui a permis à l'URSS de gagner du temps en retardant l'attaque d'Hitler.

La résistance de l'Union Soviétique à l'occupant nazi a eu un rôle décisif dans l'issue de la seconde guerre mondiale. La victoire de l'Armée Rouge dans la bataille de Stalingrad a été le tournant de la guerre. En 1944 quand les troupes soviétiques sont aux portes de Berlin, le débarquement des anglais et des américains en Normandie a lieu. Hasard ?

***La 2^{ème} guerre mondiale a causé d'énormes préjudices humains et économiques à l'Union Soviétique :**

-L'URSS a eu 21 millions de morts. Les occupants nazis ont brûlé et détruit 1.710 villes comprenant d'importants centres industriels et culturels, plus de 70.000 villages. 31.850 entreprises industrielles ont été détruites, 98.000 kolkhozes dévastés. L'ensemble des dommages à l'économie nationale ont été considérables. Pendant toute la guerre la production civile, l'industrie, la production agricole ont subi d'énormes dégâts.

La guerre froide

Dès la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, les dirigeants des Etats-Unis déclarent ce qu'ils vont appeler « la guerre froide » contre l'URSS. L'ennemi principal désigné est l'Union Soviétique, le socialisme. C'est une lutte à mort qui s'engage contre l'URSS et les pays socialistes de l'Est Européen. Sous la direction des USA, l'immense majorité des puissances capitalistes mondiales, ce qu'ils vont appeler « le monde libre », mène une guerre économique, politique à tous les niveaux contre l'Union Soviétique. Tous les prétextes sont bons pour bloquer les échanges qui seraient pourtant mutuellement avantageux mais qui pourraient favoriser le développement de ce qu'ils appellent « le camp socialiste ». En même temps dans tout le monde capitaliste et d'une même voix tous les moyens d'information et de propagande ont insisté des années durant sur le « danger communiste » menaçant l'humanité.

Sous l'impulsion des USA de nombreux pactes militaires furent créés parmi lesquels l'OTAN, tous dirigés contre l'URSS et les pays socialistes européens. Une féroce course aux armements qui va durer près d'un demi-siècle va contraindre l'Union Soviétique à consacrer une partie essentielle de sa production à y faire face. Il faut mesurer toutes les conséquences qu'une telle menace permanente a pu avoir sur le développement économique et dans tous les domaines de ce pays.

Malgré ces énormes difficultés, l'URSS a apporté une aide capitale aux mouvements de libération nationale pour la disparition du colonialisme. Elle a soutenu ensuite les nouveaux Etats formés. Elle a soutenu le Vietnam dans sa guerre de libération. Elle a soutenu l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) dans la lutte de libération de ce pays, elle a soutenu l'ANC dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud... Elle a porté un soutien déterminant à Cuba socialiste qu'elle a aidée économiquement.

L'existence de l'URSS et des pays socialistes a permis aux peuples du monde d'obtenir des conquêtes sociales importantes.

Il ne faut pas se laisser entraîner par tous les falsificateurs de l'histoire qui sont au service du capitalisme. Tout ce qu'on peut entendre dans les médias tourne autour d'une seule idée : l'URSS s'est écroulé de l'intérieur ce qui prouverait l'échec du socialisme. Ils masquent délibérément les moyens énormes que les capitalistes ont déployé à l'échelle mondiale pour combattre cette société nouvelle qui leur avait enlevé le pouvoir dans ce pays. Ils oublient, volontairement ou non, que depuis sa création, l'URSS a été contrainte de consacrer l'essentiel de ses moyens pour faire face aux capitalistes qui dominaient le monde.

Cette lutte de classe sans merci menée par le capitalisme mondial contre l'URSS et les pays socialistes européens de l'Est européen a finalement abouti à leur défaite. Pour toutes les raisons que nous avons indiquées le capitalisme a été le plus fort dans cette lutte de classe internationale

Les tentatives permanentes de déformer l'histoire, prouvent que la Révolution Soviétique est un enjeu de notre temps. Elle a montré que le capitalisme n'est pas éternel, qu'il n'est pas le seul système possible. Elle a montré que le socialisme non seulement est possible mais encore qu'il est nécessaire et urgent

Le capitalisme est incapable de résoudre les problèmes de l'humanité, il ne cesse au contraire de les aggraver comme on peut le voir tous les jours. **La révolution soviétique représente une contribution essentielle dans l'histoire de ce 20^{ème} siècle. Elle constitue une expérience fondamentale et un espoir pour les peuples**, en lien avec le rôle majeur joué par un parti révolutionnaire. Comprendre cela est essentiel au combat politique pour défendre la perspective de transformation sociale partout dans le monde.

L'EUROPE

L'Union Européenne compte aujourd'hui 28 pays et plus de 500 millions d'habitants.

C'est la première puissance économique du monde devant les Etats-Unis, la Chine, le Japon. Elle produit actuellement le quart du PIB (Produit Intérieur Brut) mondial.

113 multinationales basées dans les pays de l'Union Européenne, dont 31 françaises, figurent dans la liste des 500 premières multinationales mondiales (classement 2013). Les groupes capitalistes des pays de la zone euro détiennent 10.793 tonnes de réserves d'or, ce qui est considérable.

Les forces militaires de l'Union Européenne se situent dans les tout premiers rangs, derrière les Etats-Unis et peut-être la Russie et la Chine

Pourquoi la construction de ce grand ensemble capitaliste? Référons-nous au Manifeste du Parti communiste de MARX – ENGELS. « **La bourgeoisie supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique...** » On est impressionné par l'actualité et la justesse politique de ce texte écrit en 1848. **Nous sommes loin des déclarations ronflantes des dirigeants politiques d'aujourd'hui sur le rapprochement des peuples, l'élévation de leur bien - être, la garantie de leur indépendance et de leur liberté etc....**

La centralisation politique.

Comment se traduit-elle au niveau de cette Union Européenne ?

Les véritables chefs d'Etats ce sont les propriétaires des grands moyens de production et d'échange dans chaque pays. Le personnel politique, y compris au plus haut niveau est à leur entier service. C'est le cas en France, comme dans toute l'Europe. L'élection d'un Parlement Européen au suffrage universel direct ne change rien à l'affaire. Il suffit d'examiner le comportement de ces élus pour s'apercevoir que chacune des mesures qu'ils adoptent renforce le pouvoir des groupes capitalistes au détriment des Nations et de leurs peuples.

En 2012 un « pacte de croissance » devait, selon Hollande, bousculer de fond en comble l'orientation de la politique européenne. Il se traduit par les mesures d'austérité adoptées par les chefs d'Etats Européens, qu'ils soient socialistes ou conservateurs, contre les peuples. Un pacte de rigueur est appliqué depuis dans chaque pays, tout particulièrement dans ceux qui subissent déjà les plus grandes difficultés. Ce M.E.S. (Mécanisme Européen de Stabilité) pèse très lourdement sur les Etats tenus d'accepter les conditions draconiennes qui leur sont imposées pour rembourser ce que la BCE (Banque Centrale Européenne) leur avancera. Cette banque a désormais le pouvoir à elle seule, d'intervenir directement dans toute les banques de la zone euro. C'est un pas de plus, un pas de géant vers la main –mise européenne sur l'économie de nos pays mis dans l'obligation de respecter la discipline européenne.

« La France tiendra ses engagements européens. Faire revenir le déficit public à moins de 3% est un impératif non négociable. Revenir dessus sous prétexte que cela demande des efforts serait un appel au meurtre ! » Voilà ce qu'écrivait en 2013 Moscovici le Ministre socialiste des finances !

Le résultat de ces « pactes » et mesures de toutes sortes qui s'enchaînent, c'est l'appauvrissement continu des peuples de cette Europe et du nôtre en particulier.

La création de l'Union Européenne

Dès la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, la question de l'Union Européenne est à l'ordre du jour.

Le 9 mai 1950, le ministre français des affaires étrangères Robert SCHUMAN lance la Communauté du charbon et de l'acier avec la participation de 6 pays. Il déclare : « la mise en commun des productions de charbon et

d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération Européenne ». L'idée d'une Europe supranationale sous la domination du capitalisme n'est pas neuve, c'était déjà celle de Hitler.

En 1946, W. Churchill appelle à la création des Etats-Unis d'Europe et déclare « qu'un rideau de fer est descendu sur le continent européen ». Il exhorte les pays d'Europe occidentale à « contrecarrer le pouvoir communiste »... en créant une Union Européenne.

Dès le lendemain de la guerre le but est fixé : créer un grand ensemble puissant pour renforcer le capitalisme dans cette région du monde pour qu'il soit de plus en plus « compétitif » dans la course mondiale à la conquête des marchés, à l'exploitation des ressources naturelles, pour réaliser le maximum de profits.

Les dirigeants des Etats capitalistes d'Europe occidentale estiment nécessaire de se liguer pour « faire face à la menace soviétique », en clair à la concurrence du système socialiste. L'Union Soviétique a joué un rôle décisif pour abattre Hitler et le nazisme, des pays de l'Europe de l'Est ont commencé à construire une société socialiste. Les impérialistes n'en veulent pas, c'est l'ennemi à combattre, à abattre. En même temps ils craignent le développement de la lutte anticapitaliste dans leurs propres pays. Ces raisons sont aussi à la base de ce qui va devenir l'Union Européenne

Structuration économique et politique de l'Union Européenne dans l'intérêt exclusif des forces du capital

Les gouvernements de droite ou socialistes des pays européens ont mis en place au fur à mesure, des structures pour renforcer l'intégration des pays et des peuples. Aujourd'hui ils font tout pour l'accélérer.

L'euro

18 pays ont actuellement pour monnaie l'Euro. Cette monnaie a été créée en 1999 et a été mise en circulation dans les pays de la zone euro le 1^{er} janvier 2002.

L'Euro est un instrument d'intégration économique et politique des pays dans l'Union Européenne et un outil pour renforcer les moyens du capitalisme européen dans la concurrence mondiale. D'ailleurs le traité de Maastricht de 1992 qui a lancé sa préparation, stipule que les Etats qui adoptent l'Euro doivent respecter les critères de convergences budgétaires (déficits etc...) et appliquer les réformes structurelles, les politiques d'austérités indispensables à leur respect.

Aujourd'hui, l'Euro est partie prenante de la guerre monétaire capitaliste entre grandes puissances. Les dirigeants de « l'Union Européenne » sont tous d'accord pour utiliser cette monnaie à leur service exclusif. Hollande veut accélérer l'intégration monétaire et la gouvernance supranationale afin de permettre aux groupes capitalistes européens de renforcer encore plus rapidement leur domination.

Le MES (Mécanisme européen de stabilité)

Il a été adopté par les chefs d'Etats Européens en 2011. Voté par Sarkozy, il a été mis en œuvre par Hollande dès son élection. Il l'a fait ratifier par le Parlement dès 2012. Droite et PS l'ont approuvé et voté.

Avec le MES les plans d'austérité, les réductions drastiques des dépenses publiques et sociales, la casse des droits du travail et des droits sociaux, l'accélération des privatisations etc. font des ravages dans tous les pays européens.

Mais cela est loin de suffire. Le capital exige d'aller beaucoup plus loin et d'y aller plus vite. Au nom de la « compétitivité » tout est tiré vers le bas : les salaires, les retraites, la sécurité sociale, les indemnités.... Les entreprises et les services « non compétitifs » sont condamnés, les salariés sont privés d'emploi. **En imposant la libre circulation des travailleurs dans l'Union Européenne, en exigeant l'ouverture du « marché du travail » les dirigeants capitalistes de Bruxelles organisent sciemment la pression sur l'emploi et les salaires des travailleurs.**

Deux millions de travailleurs roumains et bulgares ont déjà émigré vers l'Italie, l'Espagne. Ils sont près de 300.000 en Allemagne, 130.000 au Royaume uni et 100.000 en France. Depuis le 1^{er} janvier 2014 ils peuvent s'installer et travailler partout en Europe

Ainsi des pays perdent leurs forces vives parce que les groupes capitalistes qui dirigent cette Europe refusent les investissements pour développer leur économie. Pas assez « compétitifs » !

L'Union Européenne cherche des accords de libre-échange avec d'autres ensembles économiques ou pays

Elle multiplie les négociations bilatérales. Des accords de libre échange sont déjà entrés en vigueur avec le Pérou, la Colombie. D'autres sont en cours d'achèvement avec : Singapour, le Costa Rica, le Nicaragua, Panama, le

Salvador, le Honduras mais surtout avec le Japon, la Malaisie, le Vietnam, la Thaïlande, le Maroc, l'Inde, le Mercosur.

Un traité de libre échange est en cours de négociation avec les USA. L'objectif est de créer un marché unique transatlantique capitaliste qui au – delà des USA permette par la suite d'englober le Canada et le Mexique.

Pour faire de l'Union Européenne la première zone de la mondialisation capitaliste, ceux qui la dirigent ont besoin de l'élargir à de nouveaux pays mais la bataille est sévère entre les différents groupes capitalistes. Des tractations difficiles à l'issue incertaine sont actuellement en cours avec l'Ukraine et la Turquie.

L'objectif à terme de l'Union Européenne : la disparition des Nations.

En France, les gouvernements qui se succèdent ont en vue la disparition de la Nation française. Hollande est en train de préparer la création de grandes régions directement rattachées à l'Europe avec des pôles de compétitivité au service des multinationales. C'est en ce sens qu'ils ont regroupé les 22 régions actuelles en seulement 7 grandes régions métropolitaines et 1 pour les DOM –TOM à l'occasion des élections de 2014 au Parlement Européen. De la même façon ils sont en train de préparer le regroupement de communes et de départements. La constitution de grandes Métropoles, comme le « grand Paris », et dans plusieurs grandes villes, sont une étape de plus de la structuration de l'Union Européenne.

L'intégration militaire est déjà très avancée

Dès la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, les pays de l'Europe occidentale ont signé le « traité de Bruxelles » qui a instauré une structure de commandement militaire allié. Ils ont signé le traité de l'Atlantique Nord ou Pacte Atlantique. Une force d'action rapide, opérationnelle à tout moment, a été mise en place.

Après la disparition de l'URSS, les pays de l'Union Européenne avec le traité de Maastricht en 1992, ont lancé la politique étrangère dite « de sécurité commune ». La même année avec l'OTAN, ils sont intervenus dans l'ancienne République de Yougoslavie qu'ils ont fait éclater.

Les forces militaires de l'Union Européenne :

Les effectifs de l'armée (tous les pays membres) : 1.700.000 hommes. En cas de besoin l'Union Européenne se dit prête à déployer 440.000 militaires.

Actuellement 68.000 militaires sont engagés dans des « opérations extérieures »

2.190 avions de combat -600 navires de guerre – 60 sous-marins dont 21 nucléaires...

Dans un discours à l'Assemblée Nationale le **11 juillet 2013, Laurent Fabius Ministre socialiste des affaires étrangères** prône le renforcement de l'Europe de la défense : « *L'Europe de la défense est une réponse nécessaire à des défis qui s'imposent à nous... Les défis ce sont d'abord... la politique de puissance et de souveraineté de la Russie, l'affirmation économique de la Chine...* » Il cite comme acquis significatifs de l'Union Européenne depuis 10 ans : **27 interventions dont 14 sont en cours sur 3 continents**, Europe (Balkans et Caucase), Asie (Afghanistan) au Moyen-Orient (Libye), en Afrique (Mali- Centre Afrique).

L'accélération de la course aux armements c'est l'objectif déclaré non seulement de Fabius mais de tous les dirigeants de cette Europe.

L'Union Européenne est un partenaire stratégique de l'OTAN

*22 des 28 pays de l'Union Européenne sont dans l'OTAN. La France fait partie de son commandement intégré.

*L'Europe et l'OTAN interviennent ensemble dans le nombreux pays : Afghanistan – Libye – Kosovo – en Afrique...

*L'Union Européenne s'emploie à renforcer son partenariat avec l'OTAN.

Les principaux traités :

*Avril 1951. Traité de Paris instituant la communauté Européenne du charbon et de l'acier.

*Mars 1957. Signature du traité de Rome créant la Communauté Economique Européenne- CEE (marché commun élargi à toute l'économie) et la Communauté Européenne de l'Energie Atomique.

*Juillet 1961. A Bonn (Allemagne de l'Ouest) les chefs d'Etats décident de créer une union politique.

*1979. Election d'un Parlement Européen. Les députés sont élus dans chaque pays.

*1985. Signature des accords de Schengen, qui prévoient la libre circulation des personnes dans toute l'Europe

*1987-1988. Mise en place du marché unique européen de la politique agricole commune (PAC)

*1992. Signature du traité de Maastricht par les 11 chefs d'Etats membres dont F. Mitterrand. Ils fixent à 3% du PIB le déficit public autorisé de chaque pays. Ils décident la création de la monnaie unique, l'euro qui est actuellement employé par 18 pays.

*2000. Le traité de Nice précise la charte des droits fondamentaux- droits civils, politiques, économiques, sociaux et de société – par-dessus ceux définis par les nations. Il fixe la politique de défense et les relations internationales.

*2005. Etablissement de la Constitution européenne – supranationale – par le Parlement Européen. En France lors d'un référendum cette constitution est rejetée par une majorité de français. Elle est néanmoins entrée en vigueur

Les partis politiques de France et l'Europe

Tous les partis politiques français, sauf le nôtre, se situent dans le système capitaliste.

*L'UMP et les Centristes, le Parti socialiste et ses alliés, , oeuvrent tous pour faire accélérer la structuration économique, politique, militaire, de l'Union Européenne

*Le FN prône la sortie de l'Euro sans remettre en cause pour autant l'Europe capitaliste. Le FN s'est prononcé officiellement pour un capitalisme qu'il qualifie de « rationnel ». Prôner la sortie de l'Euro sans se prononcer contre l'Europe capitaliste, sans s'attaquer à la logique de la société capitaliste est démagogique. C'est uniquement pour poursuivre la même politique au service du capitalisme en tentant de récupérer le mécontentement populaire.

Le PCF et le Front de Gauche, sont organisés dans le Parti de la Gauche européenne. Ils proposent une nouvelle construction européenne, avec un nouveau rôle pour la BCE (Banque Centrale Européenne), contrôlée par le Parlement Européen, **ce qui revient à accepter l'intégration dans cette Europe capitaliste.** La BCE est un des instruments pour l'intégration des nations à l'Union Européenne.

Il ne peut pas exister d'Europe « sociale » sous la coupe du capitalisme. Il ne peut y avoir de changement dans ce sens sans s'attaquer à ce capitalisme, à la logique du profit, à l'exploitation des peuples dans cette Europe capitaliste.

De son côté le gouvernement britannique n'utilise pas l'Euro parce qu'il estime que ce n'est pas l'intérêt des multinationales anglaises. La politique d'austérité et l'exploitation du peuple sont aussi poussées que dans les pays de la zone euro.

Les Syndicats

La CES (Confédération Européenne des Syndicats) créée en 1990 est une organisation de collaboration de classe. Partenaire reconnu de l'Union Européenne, du Conseil de l'Europe et de l'Association Européenne de libre échange (AELE) autrement dit de toute l'Europe capitaliste.

Au dernier congrès de la CES à Athènes, le secrétaire sortant J. Monks affirmait dans son rapport introductif : « le droit au dialogue social est inscrit dans les traités européens. Ayez recours à ce droit sous peine de le perdre » ! La CES estime que le dialogue est le moteur indispensable pour une « Europe sociale forte » ! J. Monks a par ailleurs appelé à apporter le soutien de la CES aux Nations Unies et à l'OIT (Organisation International du Travail), deux organismes internationaux dont on a vu que les représentants étaient nommés par les Etats pour défendre les intérêts capitalistes.

Tous les syndicats français sont adhérents à la CES. Ils approuvent sa ligne et se réfugient derrière elle pour justifier leur inaction au plan national.

NON à cette Europe capitaliste

Elle a été créée par les capitalistes avec leurs Etats, pour donner les moyens au capitalisme européen de se renforcer, de se développer, d'occuper une place prépondérante dans la concurrence mondiale capitaliste.

Son objectif : supprimer tout ce qui entrave le développement du capitalisme et de ses intérêts, en renforçant pour cela l'exploitation des peuples européens. Baisser par tous les moyens le prix du travail, faire de l'expansion capitaliste la règle d'or du développement économique. La suppression de l'indépendance nationale, avec à terme la disparition des Nations est pour elle une nécessité absolue. C'est le moyen de renforcer l'emprise du capitalisme sur les peuples de cette région du monde..

La loi de l'Europe capitaliste, c'est la loi fondamentale du capitalisme mondial. Sa « compétitivité » c'est la recherche permanente du profit maximum en exploitant les peuples par tous les moyens.

Cette Europe s'est construite contre les peuples, elle agit contre eux.

Développer la lutte anticapitaliste en Europe comme partout

L'Europe capitaliste aménagée avec un zeste de « social » prônée par certains est une vaste tromperie qui entraîne les peuples sur une voie dangereuse. Seule la lutte clairement dirigée contre le capitalisme permettra de l'abattre.

Pour une Europe des peuples

Nous voulons que soient respectée la souveraineté des peuples de chaque pays dans tous les domaines. Nous sommes donc contre tout instrument supranational comme la monnaie unique (l'Euro), contre tout organisme politique ou militaire, ou gouvernement supranational.

Les pays européens ont d'immenses possibilités de développement. Nous sommes pour une étroite coopération entre eux dans tous les domaines. Une coopération qui impulse un véritable développement économique et social dans l'intérêt de leurs peuples.

Nous voulons des accords mutuellement avantageux qui assurent le développement de chaque Nation, qui respectent la souveraineté de chaque peuple, ses acquis sociaux et démocratiques.

Nous voulons que s'instaure une véritable politique de paix, développer la coopération pacifique. Nous luttons pour une politique de désarmement dans le monde, avec la dissolution de l'OTAN et de tous les pactes militaires.

Les capitalistes avec leurs Etats, les partis politiques à leur solde, vont-ils pouvoir poursuivre leur offensive contre les peuples, ou parviendrons-nous à les vaincre.

Il y a des luttes dans les pays d'Europe : en Grèce, en Espagne, en Italie, en Angleterre... Chez nous en France. Nous sommes pleinement solidaires de la lutte des salariés, des peuples de tous les pays, car c'est notre lutte.

En France, nous appelons à développer la lutte sans concession contre cette Europe capitaliste. L'heure est à agir sans perdre de temps.

C'est la lutte qui fera avancer ces exigences et non des compromis avec le capital en Europe comme en France.

LA FRANCE

La France est la 5^{ème} puissance économique mondiale. Elle est la 2^{ème} puissance économique de l'Union Européenne, derrière l'Allemagne. Son PIB annuel est de 1.931 milliards d'euros. Elle est le 6^{ème} pays pour les exportations (26% du PIB), elle est également le 6^{ème} pour les importations.

La France est une grande nation qui a les moyens de promouvoir une grande politique de développement économique et social

La population de la France Métropolitaine est de 63,5 millions d'habitants, celle des DOM – TOM (Départements et Territoire d'Outre Mer) de 2.5 millions, soit au total : 66 millions.

La France effectue la majorité de ses échanges dans la zone européenne. En 2014 elle y a réalisé 59,4% des exportations et 57% de ses importations. La zone Asie est le deuxième partenaire commercial devant l'Amérique. La France est au cinquième rang pour le commerce mondial avec un volume d'exportations de 447 milliards d'euros et 497 milliards d'euros d'importations. Le déficit de la balance commerciale était d'environ 61 milliards en 2012.

La structure de l'activité économique de la France a beaucoup reculé au cours des vingt dernières années. En France, la production industrielle a chuté considérablement ces dernières années. Elle a diminué de près de 50% en 12 ans. Son poids dans la richesse nationale (PIB) est passé de 25% à 13,5%. 2.100.000 emplois industriels ont été supprimés. L'économie française est devenue avant tout une économie de service, le secteur tertiaire occupe 72% des emplois. Le secteur primaire (agriculture – pêche) ne représente plus que 3,8%.

Déclin de l'économie française, profits capitalistes record

Déclin industriel français alors qu'en même temps les grands groupes capitalistes qui sont à la tête de notre pays réalisent des profits records.

En 2013 les 40 plus grandes entreprises (CAC40) ont réalisé plus de 80 milliards de profits (officiels donc minorés). 43 milliards sont allés dans les poches des actionnaires (31 milliards en 2006).

Les 10 plus gros profits des entreprises du CAC 40 :

TOTAL 11,32 milliards d'euros

Sanofi 7,72

GDF-Suez 7,24

EDF 4,46

BNP Paribas 4,36

Orange 4,24

AXA 3,84

LMVH 3,24

L'Oréal 3,2

Vivendi 2,68

Les entreprises du CAC40 qui dominent l'économie française emploient de par le monde 4,3 millions de salariés dont 1/3 en France. Elles réalisent environ 1/3 de leurs profits en France. Les quelques entreprises publiques qui subsistent sont elles aussi dirigées par des hommes du capital désignés par le pouvoir.

*Chaque année plus de 1.000 milliards d'euros de richesses produites sont accaparés par les capitalistes

*700 servent à la spéculation alors que 26 seulement sont investis dans le secteur productif

*Le gouvernement offre 220 milliards de cadeaux annuellement aux entreprises : réduction de cotisations sociales et de divers impôts, suppression de la taxe professionnelle, crédit d'impôts. Il est en train d'aller beaucoup plus loin. Il a décidé de supprimer les cotisations patronales destinées au financement de la branche famille de la Sécurité Sociale. Le patronat ne veut plus rien payer

*La fraude fiscale annuelle coûte 80 milliards au budget de l'Etat

*Chaque année 40 milliards vont aux dépenses courantes d'armement auxquelles il faut ajouter les milliards dépensés dans les « opérations » militaires (Libye, Mali, Centre Afrique)

Les milliardaires

Le magazine Forbes a publié le classement des milliardaires de la planète

On y trouve 27 français dont :

L. Béthencourt de L'Oréal 30 milliards d'euros

Bernard Arnault de LVMH 29 milliards

François Pinault de PPR (FNAC, Puma, Gucci...) 15 milliards

Serge Dassault de Dassault 13 milliards

J.C. Decaux – des publicités Decaux 5,2 milliards

M. Bouygues de Bouygues Télécom 2,6 milliards

Elisabeth Badinter de Publicis 1,4 milliards etc...

Dans ces entreprises du CAC 40, les fonds étrangers sont en position de force.

La part officielle du capital qu'ils détiennent dépasse 50%. Par exemple les américains ont ainsi considérablement accru leur poids dans les entreprises françaises.

Ces chiffres ne prennent pas en compte les investissements non déclarés, en particulier ceux des très riches fonds souverains du golfe (Qatar...) ou d'extrême Orient.

Ces quelques exemples montrent que les groupes capitalistes à majorité « française » (si l'on peut dire !) sont à la fois concurrents des autres, en Europe et dans le monde, tout en étant alliés avec eux pour imposer partout leur domination

La composition de leur capital reflète l'internationalisation de ces groupes. Certains comme L'Oréal (30,5%), Peugeot (25,4%) et Bouygues (29,2%) ont encore une forte composante familiale. D'autres comme EDF, GDF, Suez, Renault une composante étatique qui peut être majoritaire comme c'est le cas pour EDF (85%) ou minoritaire pour GDF-Suez (36,7%) et Renault (15%). Les investisseurs français ou étrangers sont en général majoritaires dans la composition du capital. Il s'agit de banques, de fonds de pensions et de fonds souverains. La composition du capital de ces groupes multinationaux montre leur profonde internationalisation et la concentration du capital dans un nombre restreint de « mains ». Cela se traduit dans la composition des conseils d'administration de ces groupes où il y a un nombre restreint d'administrateurs. 39 de ces sociétés ont au moins un administrateur commun.

Cette tendance à l'internationalisation et à la concentration du capital est une loi du développement du capitalisme. La course au gigantisme des grands groupes s'accélère. Ils s'associent, ils fusionnent, les uns achètent les autres. Ils ont besoin d'être de plus en plus importants et internationaux pour conquérir des marchés dans le monde entier et accroître ainsi leurs profits.

Ces fusions acquisitions se poursuivent. Rien qu'en 2013 en France, les rachats, fusions et cessions annoncées totalisaient 90 milliards de dollars. En un an leur hausse a été de 136 %. Parmi eux :

-Publicis fusionne avec le géant américain Omnicom : 26 milliards d'euros - Essilor acquiert l'américain Optical : 1,4 milliards d'euros - Vivendi vend 2 de ses filiales à l'émirat Etisalat pour 4,2 milliards d'euros - Schneider Electric achète un groupe d'ingénierie britannique, pour 3,9 milliards d'euros.

Les fusions-acquisitions sont suivies de près en Bourse. *« Nous attaquons 2014 avec un réservoir d'opérations en préparation plus important que les années précédentes »* se réjouit –on chez BNP Paribas.

Au 31 décembre 2013, le CAC40 était au plus haut depuis 5 ans. Les 5 plus fortes hausses en Bourse : Alcatel-Lucent + 242,31 - EADS + 89,19 – EDF + 83,73 – Safran + 54,96 – Crédit Agricole + 52,94

Le capitalisme en veut toujours plus

Pourquoi ces grands groupes capitalistes multinationaux, ces grands patrons de l'économie française, n'investissent-ils pas leurs profits pharamineux dans la production utile au développement économique et social ? Tout simplement parce que cela ne leur garantit pas un taux de profit assez élevé.

Pour accroître son taux de profit, le capitalisme veut aller beaucoup plus loin. Il veut détruire tous les acquis sociaux inscrits dans la loi et le code du travail.

Les travailleurs et le peuple paient la note

En France, la population active est de 29 millions de personnes soit 44% de la population totale. 28% sont des salariés de grandes entreprises ou groupes d'entreprises industrielles ou tertiaires.

Le chômage de masse est devenu une donnée structurelle qui continue de s'aggraver. Selon les données officielles (INSEE) le taux de chômage est de 10,5% en France métropolitaine et de 10,9% dans des DOM- TOM, ce qui donnerait au total, 3,6 millions de chômeurs. Ces données ne prennent pas en compte les 2,5 millions de personnes qui ne travaillent que quelques heures ou au mieux quelques jours par mois. Ils ne prennent pas non plus en compte tous ceux qui ne sont pas ou plus inscrits à pôle emploi. **Au total le chômage touche en réalité plus de 7 millions de salariés, soit 1 personne sur 5.** Il atteint 40% chez les jeunes non diplômés, ceux des quartiers pauvres et dans les DOM – TOM. Il faut ajouter à ceux-ci 3,7 millions de salariés soit 14% déjà qui a déjà un statut précaire.

La pauvreté s'étend

En 2014, 8,6 millions de français soit 14,1% de la population, vivent sous le seuil de pauvreté, avec moins de 964 euros par mois. La moitié d'entre eux vivent avec moins de 781 euros.

-Le taux de pauvreté chez les jeunes de moins de 18 ans est de 19,6% - il est de 22,5% chez les 18 à 24 ans et de 19,4% chez les étudiants

Dans les zones urbaines sensibles (ZUS) le taux dépasse 40% dans la jeunesse.

Plus d'1 million de jeunes sont ainsi confrontés à des situations de grande précarité

Le nombre de travailleurs pauvres s'accroît (ceux qui travaillent à temps partiel – dans les services à la personne, dans la restauration) ils sont plus de 2 millions

3,8 millions de personnes sont mal logées. La pénurie de logements sociaux est patente. Rien qu'en Ile de France, il faudrait construire 70.000 logements par an quand on en construit à peine 30.000. Le résultat de tout cela, c'est une ségrégation sociale de plus en plus grande repoussant les salariés loin des centres urbains et loin de leur travail aggravant ainsi leurs conditions d'existence.

1 français sur 5 renonce à se soigner par manque d'argent

765.000 de ménages sont surendettés

La situation de la jeunesse : catastrophique

Dans un document officiel de l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement), la France est citée comme la championne des inégalités scolaires. *« Elle bat des records d'injustice, son école prétendument pour tous est faite pour une élite. Elle se révèle incapable de faire réussir les enfants les moins privilégiés. Elle en est même de moins en moins capable ».*

Avec 7 millions de chômeurs en France, comment les jeunes peuvent-ils trouver du travail ? Plus de 800.000 jeunes de moins de 25 ans sont au chômage soit plus d'un jeune sur quatre 26%, dans les ZUS (zones sensibles urbaines) ils sont 43%, dans les DOM 50%. Chez les jeunes diplômés du Supérieur il est de 10%. En Europe ils sont 23,5%.

Parmi les 1.900.000 jeunes de 16 à 29 ans qui ne sont pas en formation et n'ont pas d'emploi, 900.000 sont découragés de tout, parce qu'ils vivent et voient autour d'eux leur famille, leurs copains qui ne trouvent pas de travail ou ont un petit boulot provisoire mal payé.

Ces jeunes dès le départ sont passés à la moulinette de l'éducation nationale. L'école est enfermée dans un rôle complètement adapté aux besoins du patronat. Il s'agit de promouvoir les compétences patronales, de hacher les savoirs et les savoir-faire en menus morceaux au nom de l'employabilité et de réserver à la majorité des élèves une formation limitée : la France a surtout besoin de salariés peu ou pas qualifiés, selon un rapport de l'OCDE. Enfin, tout ce qui est formation est aussi une source de profits. Des systèmes d'enseignement privés fleurissent.

L'université et la recherche sont livrées aux capitalistes. Une nouvelle loi socialiste a transformé les organismes de recherche en simples agences de moyens au service des grands groupes capitalistes. Pour eux la recherche publique doit être au service de la « *compétitivité* » des entreprises. En clair c'est, tout pour le profit.

Pourtant la France est une grande nation qui a les moyens de promouvoir une grande politique d'éducation nationale et de créer dans tous les domaines des millions d'emplois. Elle a les moyens d'une grande politique de développement économique et social, une société où la jeunesse pourrait non seulement trouver sa place et vivre mieux mais apporter toute sa capacité pour assurer l'avenir du pays.

Dans la population française: les moins de 25 ans sont 20.400.000

(31% de la population, près du tiers)

Leur scolarité :

° dans le primaire : 6.800.000

° dans le second degré, au collège : 5.900.000,

° les lycéens enseignement général et technologique: 1.455.000

° dans l'enseignement professionnel : 660.000

° dans l'enseignement supérieur: Universités : 1.450.000 -

° Ecoles Supérieures et Grandes Ecoles : 2.400.000.

La guerre et les armements sont extrêmement coûteux, ils ne répondent à aucun besoin social.

Pour les capitalistes, c'est une source importante de profits, pour les salariés, c'est un poids énorme à supporter. Les interventions militaires de la France sont un gouffre financier de plusieurs milliards d'euros. Pourtant le gouvernement n'hésite jamais dans ce domaine à libérer les fonds nécessaires qu'il refuse pour satisfaire les revendications des salariés et des chômeurs.

En 2013 le budget militaire a coûté au pays 43 milliards d'euros, auquel il faut ajouter le coût des interventions militaires, qu'on peut estimer en 2013 à 10 milliards. La France est le 4^{ème} pays exportateur d'armes. C'est dire les profits énormes que réalisent les groupes capitalistes spécialisés dans la fabrication et la vente d'armes. Par exemple, Dassault a un chiffre d'affaires de 12,4 milliards d'euros, EADS pour la branche armement de 56,5 milliards.

En Europe, son statut de puissance nucléaire lui confère un rôle particulier. Elle possède des bases militaires sur les 4 continents et plus particulièrement en Afrique où ses interventions sont fréquentes (en Libye – au Mali – en Centre Afrique) pour maintenir ou imposer des régimes à la solde des intérêts capitalistes français.. Au Moyen-Orient, elle alimente l'intervention impérialiste en Syrie en soutenant financièrement, militairement et politiquement les groupes militaires qui interviennent en son nom. l'intégration militaire Européenne se fait au travers de l'OTAN, sous la houlette des USA. La France participe à son commandement intégré.

Français et immigrés, même combat

Personne ne dit mot du véritable fond de la question Personne ne parle du pillage systématique des immenses richesses du continent africain, du Moyen Orient et de bien d'autres par les grands groupes capitalistes mondiaux et les Etats à leur solde. Ceci avec l'appui des roitelets locaux qu'ils maintiennent en place contre leurs peuples. Les dirigeants français n'ont pas un seul mot pour condamner ces sociétés pillardes, celle du CAC40 entre autres.

Pour cause, tous les représentants de ces groupes capitalistes travaillent main dans la main avec le gouvernement qui défend leurs intérêts dans ces pays. Le patronat en retire des profits énormes.

Personne ne parle des responsables de l'exploitation, de la misère, de la vie insupportable qui pousse des centaines de milliers de travailleurs de par le monde à quitter leur pays, seuls ou avec leur famille pour essayer de trouver ailleurs le moyen de vivre moins mal.

Les travailleurs immigrés sont une source de profits considérables pour les entreprises

Dès la 1^{ère} guerre mondiale, le patronat a cru avoir à sa disposition une main d'œuvre docile, sous-payée, exploitée au maximum. Travailleurs français et immigrés ont lutté ensemble contre lui.

Le capitalisme a besoin de l'immigration, il l'exploite honteusement.

Aujourd'hui que les Etats de la Communauté Européenne ont instauré la « libre circulation » des hommes, le patronat qui organise systématiquement le déplacement d'une main d'œuvre à bas coût, les mettant ainsi en concurrence avec les salariés français pour peser sur les salaires, les conditions de travail, casser le code du travail et les droits acquis.

Mettre fin à l'immigration massive, passe par un développement économique et social des pays, par la possibilité donnée à chacun de travailler et vivre chez lui.

Français et immigrés ont le même ennemi commun, le capitalisme qui les exploite et en veut toujours plus. C'est dans leur lutte commune depuis des décennies que s'est forgée leur solidarité et qu'elle se renforcera aujourd'hui.

Nous demandons les mêmes droits et les mêmes devoirs pour les travailleurs français et immigrés. A travail égal, salaire égal. Français ou immigrés, ce sont les travailleurs qui créent les richesses de notre pays accaparées par le capital, c'est ensemble qu'il faut lutter pour les leur reprendre.

L'avenir énergétique de la France suscite des questions de tous ordres.

L'énergie nucléaire civile est une des énergies les plus concernées, très performante. L'EPR de Flamanville en cours de construction incarne une nouvelle génération de la production électronucléaire, sans émission de CO2. Il faut améliorer la performance du parc nucléaire.

Réaliser cela ne supporte pas que le nucléaire soit bradé aux capitalistes. Seule la maîtrise par la Nation, sa gestion totalement publique absolue et efficace peut le permettre

Les antinucléaires de tout poil, Verts et compagnie, se précipitent sur les inquiétudes légitimes, les interrogations, ils surfent sur la peur du nucléaire mais ils ne disent pas un mot des arsenaux de bombes atomiques ni des 20.000 têtes nucléaires existant dans le monde, la France en possède 350 ! ni des dangers qu'ils font courir au monde entier.

Les énergies renouvelables

Au-delà, parallèlement à l'amélioration de l'énergie nucléaire, il est indispensable d'investir dans la recherche scientifique des énergies, rendre le réseau de distribution de l'électricité plus performant en s'appuyant sur les nouvelles technologies.

On ne peut pas laisser cela dans les mains des multinationales. **Développer les énergies pour répondre aux besoins humains, au développement économique de la France, nécessite que la Nation soit maîtresse de ces technologies, de cette industrie, des recherches et qu'on y consacre les moyens nécessaires.**

C'est pourquoi notre parti demande dès aujourd'hui, la renationalisation complète d'EDF et de toutes les entreprises de ce secteur.

L'entente entre le MEDEF et le gouvernement est parfaite

MEDEF et gouvernement veulent liquider les services publics et les acquis sociaux imposés au capitalisme par les luttes. Ils veulent tout privatiser, « les entreprises n'ont pas à financer la Sécurité Sociale, l'assurance, les pensions, les retraites, les allocations chômage » disent-ils. 380 milliards d'euros de cotisations sociales qui échappent à la loi du profit, pour eux c'est intolérable ! Le MEDEF félicite Hollande et en réclame encore plus. En 2014 il exige 100 milliards de plus de réductions de cotisations et baisses d'impôts.

Aggraver lourdement les conditions de vie des travailleurs et du peuple serait le seul moyen de sortir de la crise ! Citons une fois de plus cette déclaration vieille de 15 ans faite par Kessler dirigeant du MEDEF à l'époque : « la logique de l'économie nationale est incompatible avec les acquis sociaux et la société souhaitée par les salariés ». Déjà sous couvert de « modernisation sociale », le patronat voulait remodeler toute la société française, il voulait déjà bouleverser les rapports sociaux de fond en comble. **« Cela se traduirait par la liquidation de nos conquêtes**

sociales et démocratiques essentielles » écrivions- nous en 2002 dans le rapport à notre congrès fondateur de « Communistes ».

Nous étions encore loin de la crise qui a éclaté en 2008 et pourtant nous constatons que les objectifs que poursuivent les groupes capitalistes qui dirigent le pays sont exactement les mêmes que ceux d'aujourd'hui. Crise ou pas, la logique même du capitalisme, ce qui fonde son existence et son développement, c'est l'exploitation toujours plus féroce des salariés.

Faire payer la crise capitaliste par le peuple français c'est leur logique

A la demande du MEDEF, le gouvernement fait des centaines de milliards de cadeaux aux entreprises. Ensemble ils attaquent toutes les conquêtes sociales du peuple. Leur politique, c'est tout pour l'entreprise et la « compétitivité » capitaliste.

En 1880 F. Engels écrivait à ce propos: « *les fabriques se ferment, les masses ouvrières manquent de moyens d'existence, la banqueroute succède à la banqueroute. Pendant des années, l'encombrement dure, les produits se gaspillent et se détruisent par grandes masses, jusqu'à ce que la production et l'échange reprennent graduellement leur marche et viennent finir de nouveau dans le fossé de la crise. Et c'est toujours à recommencer... Dans la crise l'antagonisme entre production sociale et appropriation capitaliste éclate violemment* ».

Dans le climat de la libération de 1944, avec la force politique que les travailleurs avaient acquise par leur action, le patronat industriel et financier, dont un grand nombre avait collaboré avec les nazis, a dû accepter de satisfaire de grandes revendications populaires.

C'est ainsi que par une ordonnance du 4 octobre 1945

La Protection Sociale devient un droit.

La création d'un régime général avec 4 branches : maladie, retraite, famille et recouvrement des cotisations, permet une véritable sécurité sociale de la naissance à la mort. Le fait de verser une part de son salaire à une caisse commune fait de l'assurance maladie un salaire socialisé, permettant d'être protégé toute sa vie.

La moitié de ces cotisations, 50%, étaient prélevées sur les salaires (cotisation salariale) et l'autre moitié, sur le patronat, à partir des richesses produites par les salariés (cotisation dite patronale). La Protection Sociale était gérée par un Conseil d'Administration élu, composé aux $\frac{3}{4}$ par des représentants des assurés et à $\frac{1}{4}$ par ceux du patronat.

Le patronat n'a jamais accepté ce système. Dès 1960, avec le concours actif des gouvernements successifs de droite ou de gauche, il l'a remis en cause. Par décrets et ordonnances, les salariés ont été écartés de sa gestion. Employeurs et gouvernements ensemble ont désengagé progressivement par décrets et ordonnances le patronat, du financement de la Sécurité Sociale. En 2013, 230 milliards de cadeaux détournés des budgets de l'Etat et de la Sécurité Sociale leur ont été offerts.

Privatiser le système de Sécurité Sociale rapporterait des milliards aux groupes capitalistes. Les gouvernements les uns après les autres font payer les salariés, les malades Pour combler une partie du déficit ainsi créé, le socialiste Rocard a créé la CSG en 1990, puis il y a eu le forfait hospitalier, les remboursements de médicaments et d'actes médicaux, l'augmentation des taxes et des mutuelles. Les retraités ont même été taxés pour financer la « dépendance ». Ces sommes énormes sont détournées, elles servent à combler le soi-disant déficit de la S. Sociale. Aujourd'hui ils veulent supprimer les cotisations patronales pour la branche allocation familiale, ils veulent supprimer le système de protection sociale.

Aujourd'hui, ce sont les exonérations patronales qui creusent le « trou » de la Sécurité Sociale.

Le Front Populaire de 1936, la libération de 1944, les grandes grèves de 1968.

De grandes conquêtes sociales que les capitalistes remettent en cause en permanence.

Après l'exemple de la protection sociale, citons d'autres victoires qui ont marqué notre histoire nationale et la marquent encore.

- **1936** : Après une grève nationale massive, 1 million de salariés dans la rue, les « accords de Matignon » sont signés entre le gouvernement du front populaire et les syndicats : les salaires sont augmentés de 7 à 15% -La semaine de 40 heures, 15 jours de congés payés, l'exercice du droit syndical avec en particulier les délégués du personnel élus.
- **1945** : Issus de la lutte de résistance à l'occupation nazie, dans le programme du Conseil National de la Résistance. Les représentants des organisations de la Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR, délibèrent le 15 mars 1944 et décident des mesures à

- adopter dès la libération du territoire, pour un ordre social plus juste, avec en particulier un réajustement important des salaires -un plan complet de Sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence -une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leur vie -la reconstitution dans ses libertés traditionnelles d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale -la possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction, d'accéder à la culture la plus développée.
- **1968** : Après une grande grève interprofessionnelle dans tout le pays, les salariés obtiennent :
- L'augmentation du SMIG de 38% et de 56% pour les ouvriers agricoles, l'augmentation générale des salaires de 10% en Moyenne. 18% dans l'habillement, 12 à 48% dans le bâtiment, 28% dans la chimie - réduction de la durée du travail : de 48 à 45 h. dans l'agriculture, de 48 à 42h. Dans le papier-carton, de 46 à 44h.30 chez les cheminots, de 45 à 42h. Dans la santé publique, de 48 à 40h. Dans le verre, la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise avec des heures de délégation syndicale dans de très nombreuses entreprises.

Ils livrent le secteur public aux capitalistes

Le secteur public créé à la libération, décidé par le Conseil National de la résistance comportait :

le secteur financier , banques et assurances – l'énergie, EDF, Gaz, charbon – les transports, SNCF, RATP, Air-France – les communications, PTT – Radio Télévision – l'industrie, Automobile avec Renault – la chimie – la santé , le système protection sociale, sécurité sociale, retraites – le nucléaire ,CEA - la recherche, CNRS – l'équipement, Eaux et forêts, routes etc... il a été progressivement relivré au secteur privé capitaliste, les quelques entreprises publiques qui restent, sont déjà ouvertes à la concurrence capitaliste.

Leur bilan :

*1986, Mitterrand Président socialiste, Chirac UMP 1^{er} Ministre : 29 entreprises privatisées avec 400.000 salariés, dont St Gobain et la Société Générale

*1993 Gouvernement Rocard socialiste: 21 nouvelles privatisations dont Rhône Polenc (devenu Sanofi), Elf Aquitaine (Total), Renault

*1995 gouvernement Juppé UMP : 8 nouvelles privatisations, dont Usinor (Arcelor Mittal) Péchiney (Alcan)

*1997 Jospin 1^{er} Ministre socialiste : 13 privatisations dont France-Télécom – le Crédit Lyonnais EADS – les Autoroutes du Sud

*Depuis 2002 : Raffarin et De Villepin UMP, la SNECMA (Safran) Gaz de France, Ouverture d'EDF à la concurrence, la CNCM Compagnie Nationale Corse Marseille), La Poste

*Aujourd'hui Hollande et le gouvernement socialiste poursuivent les privatisations : ouverture de la SNCF à la concurrence, accélération des ouvertures à la concurrence, d'EDF et de Gaz de France...

Les ravages du capitalisme

L'aggravation de la situation économique pèse de plus en plus lourd sur tous les aspects de la vie nationale. Des fleurons de notre industrie, des secteurs de pointe ont disparu, des régions industrielles entières ont été anéanties. Motif : les ouvriers et tous les salariés français seraient trop payés, les retraites et indemnités trop élevées, les lois sociales trop favorables au peuple. On nous rabâche que « *le coût du travail* » serait trop élevé, surtout ajoute-t-on si on le compare à celui des pays « *sous-développés* ». **Participer à cette course aux salaires les plus bas, à l'échelle européenne comme mondiale, voilà ce qu'on ose nous tracer comme feuille de route. Comme seule solution !**

Qu'ils soient de droite ou de gauche ; UMP, Socialistes, Front National... Chacun à sa façon, tous insistent lourdement sur les « *sacrifices* » indispensables que le peuple doit faire. **Personne ne propose d'obliger les grands groupes capitalistes industriels et financiers à payer les conséquences de leur politique avec les centaines de milliards qui appartiennent aux salariés, qui les ont produits, à eux seuls, car ce sont eux par leur travail qui produisent ces richesses. Oui il faut en finir avec ce monde capitaliste.**

Le mécontentement grandit, les luttes se développent.

Ce sont des actions les plus diverses. Des grèves de plus en plus nombreuses contre les licenciements, les fermetures d'entreprises, la casse de notre industrie et de notre économie en général. Luttés, pour de meilleurs salaires et conditions de travail, contre les atteintes aux droits des salariés. Ripostes aux attaques contre les retraites, contre la Sécurité Sociale... **Au travers de ces actions qui se développent, on voit qu'un nombre toujours plus important de salariés sont en train de vérifier qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes,**

sur leur combat contre le capital pour que leurs revendications aboutissent. La classe ouvrière joue un rôle capital dans la société actuelle et avec elle, le peuple de notre pays.

En quelques mois le gouvernement socialiste a créé une profonde déception chez tous ceux qui sans se faire trop d'illusions, pensaient tout de même que des mesures seraient prises pour le monde du travail. Si se débarrasser de Sarkozy était dans beaucoup de têtes comme une condition à tout changement, cette aspiration a été largement utilisée pour faire passer Hollande au 2^{ème} tour. Ainsi du PS au Front de Gauche, en passant par le NPA et LO tous ont appelé à battre Sarkozy et donc à voter pour Hollande. **Seul notre parti a montré que Sarkozy et Hollande étaient tous les deux au service du grand capital. Tout ce qui se passe aujourd'hui le vérifie amplement.**

Les obstacles qui freinent l'action

Ils sont considérables. Il faut vaincre ces grands groupes capitalistes qui dirigent le pays par gouvernement interposé. Nous l'avons vu ces multinationales capitalistes disposent de partis politiques qui occupent en alternance le pouvoir à tous les niveaux. C'est le cas de l'UMP, des Centristes, du Parti Socialiste et de ses alliés. L'utilisation en cas de besoin du Front National est évidemment prévue. Tous ces partis sont au service du capital, qui dispose ainsi de plusieurs fers au feu qu'il utilise quand la nécessité s'impose.

On voit sous nos yeux les tractations et les recompositions politiques, tout cela dans le cadre du capitalisme. Hollande a remplacé Sarkozy. Hollande usé, qui prendra sa place ? L'UMP ou le Front National ? Plusieurs partis ensemble, de l'UMP au PS ? Le Front National avec l'UMP ? etc...etc. Ce qui est sûr, c'est que les dirigeants capitalistes qui sont les réels dirigeants du pays, préparent déjà la relève de leurs serviteurs socialistes au gouvernement.

Télé, Radio, Presse... des armes idéologiques dans les mains du capital

Ils ont à leur entière disposition tous les médias : la Télévision, la presse (moins le quotidien l'humanité), la radio.

*TF1 appartient au groupe capitaliste BOUYGUES

*Europe 1 au groupe de Médias d'Arnaud LAGARDERES

*Le Figaro appartient à S. DASSAULT

*Les Echos appartiennent à B. ARNAULT, patron de LMVH

*Le Parisien, Aujourd'hui en France appartient au groupe AMAURY Etc...

Qu'ils appartiennent à des groupes capitalistes ou qu'il s'agisse de la Télévision et de la radio d'Etat, tous font à longueur de journée la promotion du monde capitaliste. La « *pensée unique* » c'est ça ! Notre parti est le seul qui la combat.

L'utilisation des religions dans la bataille idéologique

Il ne s'agit pas là de la liberté religieuse que nous respectons mais de l'utilisation qu'en fait le capitalisme pour imposer sa domination.

De tout temps les religions ont été utilisées comme un moyen de convaincre les classes populaires de se satisfaire de leur sort.

« *La religion est l'opium du peuple* » a énoncé K. Marx. Balzac disait : « *Parmi tous les moyens de gouvernement, la religion n'est-elle pas le plus puissant de tous pour faire accepter au peuple ses souffrances et le travail incessant de sa vie ?* ».

Sarkozy en 2008 a pu attaquer la laïcité, appeler dans un discours, à l'union des religions pour combattre le marxisme.

Au déploiement tout azimut de leur propagande qui utilise les religions pour maintenir le système d'exploitation opposons partout l'appel à la lutte de classe.

Les syndicats

Pour mener sa politique le pouvoir capitaliste a un besoin absolu de la participation des centrales syndicales. Il rêve de salariés et d'organisations syndicales acquis à la collaboration de classe. Il rêve d'installer en France cette alliance contre nature qu'est l'association capital – travail. C'est cela l'enjeu de la refondation sociale.

Les centrales syndicales participent à ce « *dialogue* » dans les salons ministériels, où l'on débat jusqu'où est-il possible d'imposer des régressions sociales aux salariés.

La CFDT a toujours été pour la collaboration de classe. Aujourd'hui elle est en pointe. Elle a signé avec le MEDEF et d'autres syndicats, l'ANI (Accord National Interprofessionnel) et un accord sur la formation

professionnelle, qui a ouvert la porte à des reculs sociaux considérables (salaires, durée du travail...) dans les entreprises.

La CGT n'a pas signé ces accords. Si elle trouve le « pacte de compétitivité » du gouvernement pour les entreprises inacceptable, si elle dénonce la prétention du MEDEF à flexibiliser le marché du travail, elle n'appelle pas pour autant à la lutte interprofessionnelle des salariés contre les attaques du patronat et du gouvernement.

Les syndicats sont tous adhérents à la CES, organisation européenne intégrée à la construction de l'Europe capitaliste, et à la CSI intégrée au capitalisme mondial. Lors de la tenue du sommet du G20 à Cannes en 2011, patrons et syndicats des pays du G20 se sont retrouvés ensemble. Cette initiative qui était une première était soutenue par la CFDT. Laurence Parisot, la présidente d'alors du MEDEF et Sharon Barow secrétaire générale de la Confédération Syndicale Internationale 'CSI) ont présenté une déclaration commune du Labour (L20) et du Business (B20), dans laquelle *« ils reconnaissent ensemble les efforts entrepris durant la crise par de nombreux gouvernements afin de concentrer leur action sur la production et le développement de l'emploi productif. Cependant du fait du fort infléchissement de la croissance, ils affirment que l'accent doit être mis sur la constitution d'un environnement propice aux entreprises et à la création d'emplois ».*

Aujourd'hui les salariés ont plus que jamais besoin d'un syndicalisme de classe, combattif, qui les aide à organiser, à développer leur lutte dans leur entreprise et qui les aide à se rassembler, qui appelle à l'union des salariés, qui coordonne leur lutte

Dès janvier 2003, le Comité National de notre parti a adopté un document intitulé : « Syndicalisme et lutte de classe ».

Nous constatons que le syndicalisme évolutionnaire était menacé, que le capital voulait le liquider. La conclusion de ce document disait :

« Face à cette offensive pour casser le syndicat révolutionnaire, des forces importantes agissent. Partout des syndiqués, des responsables syndicaux, à tous les niveaux ne sont pas disposés à accepter cela. Nombreux sont les membres de la CGT qui ressentent le besoin de conserver et de développer le syndicalisme de classe. Avec eux des centaines de milliers de salariés luttent contre le capital. N'est-ce pas sur tous ceux là que le syndicalisme révolutionnaire doit s'appuyer pour que grandisse l'exigence d'un syndicalisme de classe ? Son existence et son renforcement dépendent du poids que pèseront les syndiqués et les travailleurs. C'est vers eux, c'est vers vous que nous nous tournons parce que c'est de vous que dépend l'issue de ce combat ».

Pourquoi nous avons créé « Communistes »

Après la disparition de l'URSS, le mouvement révolutionnaire mondial a explosé. Il a subi un revers historique. Presque tous les partis communistes ont disparu ou se sont ralliés à la social-démocratie. Dans notre propre pays il n'y avait plus de parti révolutionnaire. **Oui, il était urgent qu'un nouveau parti révolutionnaire voit le jour,** un parti sur lequel les salariés et le peuple puissent compter. Un parti qui se fixe comme but d'abolir le capitalisme. En 2002, ce parti nous l'avons créé, il s'appelle « Communistes ».

En 2002 en créant « Communistes » nous avons donné l'outil politique indispensable à celles et ceux qui combattent le capitalisme et qui veulent changer de société.

Les idées révolutionnaires ont reculé dans le monde mais elles n'ont pas disparu. Elles sont très présentes dans le monde et surtout elles connaissent un nouveau développement.

Le capitalisme s'est étendu au monde entier, il s'est mondialisé et financiarisé. Dans le monde entier, les traits dominants des rapports sociaux sont ceux de rapports d'exploitation capitaliste, de difficultés croissantes pour les peuples. **Mais partout dans le monde, les ouvriers, les salariés, les paysans et les artisans agissent contre l'exploitation et la domination des grandes firmes capitalistes.** Des peuples entiers luttent pour leur émancipation et leur indépendance face à la domination de l'impérialisme. Au Bangladesh, en Inde, au Moyen-Orient, en Tunisie, en Afrique, en Amérique du Sud, en Chine..., partout dans le monde les luttes pour les salaires, les conditions de vie, la conquête de l'indépendance sont à l'ordre du jour. **Toutes à leur façon s'attaquent à la domination capitaliste. La lutte des classes à l'échelle internationale a pris une dimension nouvelle, bien plus forte que dans un passé récent.**

Dans notre pays où l'exploitation des travailleurs et du peuple s'aggrave de jour en jour, l'opposition entre le capital et le travail grandit rapidement, l'action se développe. Petit à petit elle surmonte les énormes difficultés qu'elle rencontre.

Tout montre le besoin d'un grand parti révolutionnaire à la disposition de la classe ouvrière, des travailleurs et du peuple. Développer un grand parti révolutionnaire est indispensable pour lutter contre le capitalisme et le vaincra.

C'est un chemin difficile, la bataille est rude, la lutte de classe est acharnée mais 11 ans après notre création, nous avons beaucoup avancé. Notre ancrage dans la vie politique nationale grandit tous les jours. Des ouvriers, des employés dans les entreprises, des employés dans les services, des enseignants dans leurs établissements, des habitants dans les quartiers populaires, des jeunes dans les facultés, nous reconnaissons comme une force politique clairement identifiable ; ils comptent sur nous et nous le disent, ils font appel à nous dans leurs luttes. Nous le vérifions, par les progrès de notre influence, là où nous avons des candidats dans les campagnes électorales

Nous sommes à contre-courant du consensus général selon lequel le capitalisme serait un horizon indépassable, selon ceux que Marx et Engels appelaient déjà « *les charlatans sociaux de tout acabit qui voulaient à l'aide d'un tas de panacées et avec toutes sortes de rapiécages, supprimer les misères sociales, sans faire le moindre tort au Capital et au profit* ».

La base théorique révolutionnaire de « Communistes

La conscience révolutionnaire ne s'acquiert pas spontanément. La lutte revendicative et sociale, aussi importante soit-elle, ne conduit pas automatiquement à l'idée qu'il faut en finir avec le capitalisme. Si tel était le cas, ce régime aurait été balayé déjà depuis longtemps.

L'action d'un parti révolutionnaire ne relève pas du hasard mais de l'analyse de chaque situation, de chaque événement d'un point de vue de classe, des formes que prend l'exploitation. C'est celle d'un parti qui s'appuie en permanence sur une analyse de classe à partir des intérêts de la classe ouvrière, à partir de la théorie marxiste-léniniste.

Lénine a insisté sur cette idée que « *sans théorie révolutionnaire il n'y a pas de parti révolutionnaire* ».

« **L'histoire de toute société est l'histoire de lutte des classes** » écrivaient Marx et Engels dans le manifeste du Parti Communiste en 1848. Ils ont démontré scientifiquement qu'entre le capitalisme et la classe ouvrière c'est une lutte sans merci. Depuis 1848, le monde s'est beaucoup modifié. mais ce qui demeure c'est l'exploitation capitaliste. La vie a démontré que l'opposition capital-travail est irréductible. Aujourd'hui comme hier, aucun aménagement n'est possible entre exploitateurs et exploités. La lutte des classes est présente partout. C'est en nous appuyant sur la théorie marxiste que nous la menons. « Les conceptions théoriques des communistes ne sont que l'expression générale des conditions réelles de la lutte de classe existante » (Marx).

Nous savons néanmoins qu'une analyse, si juste soit-elle, des événements sociaux et politiques, ne suffit pas. Il faut en même temps se donner les moyens de l'action et de l'expression du mouvement populaire.

Pour vaincre, l'union des travailleurs et du peuple est indispensable

Nous ne disons pas à celles et ceux qui en ont assez de la politique actuelle, qui veulent que ça change : « remettez votre sort entre nos mains et nous réglerons les questions qui vous préoccupent ». Nous leur disons au contraire : « votre participation au combat contre le capitalisme est décisive. Les travailleurs et le peuple représentent une force énorme quand ils agissent ensemble. L'avenir dépend de votre unité dans ce combat ». La lutte contre le capitalisme exige le plus large rassemblement, notre union à tous est indispensable pour vaincre ».

Union pour quoi faire, autour de quels objectifs et avec qui, telle est la grande question posée en permanence aux révolutionnaires. Les exemples abondent de tous ceux qui sous couvert de l'union s'emploient en permanence avec des moyens énormes à dévoyer le mouvement populaire, à l'entraîner dans le camp de ses ennemis de classe, à la remorque des serviteurs du capital.

Abattre le capitalisme, construire une société socialiste

Nous ne pouvons aujourd'hui que définir les grandes lignes de cette société de demain, ne serait-ce que parce que la réalité est bien plus riche que l'imagination. Nous pouvons dès maintenant en préciser les contours indispensables.

* **Pour changer la société, il faut avant tout abolir la propriété privée des moyens de production et d'échange (entreprises industrielles et commerciales, sociétés financières, grandes banques),** mettre en commun ces moyens et confier aux travailleurs et au peuple leur entière gestion, ceci à tous les niveaux. Seule leur propriété collective permettra de développer l'économie pour la satisfaction des besoins de tous

* **Il faut enlever l'appareil d'Etat aux capitalistes et à leurs représentants.** Pour construire une société au service du peuple, il faut donner aux citoyens des droits et des pouvoirs leur permettant d'intervenir à tous les niveaux , économique, social, politique,.

* **Il faut pratiquer une politique d'échange, de collaboration entre les peuples sur un pied d'égalité, dans le respect de leur indépendance,** ce qui suppose pour la France le droit à l'autodétermination des peuples des départements et territoires d'Outre Mer. Il faut pratiquer une politique de paix avec la fin de la militarisation de l'économie et la fin des guerres.

* **Il faut que toutes les grandes orientations** concernant le développement économique et social, les salaires et indemnités, les retraites, la formation professionnelle, les bourses attribuées aux élèves et aux étudiants **soient décidées par les représentants élus à tous les niveaux.**

Si notre objectif est une société socialiste, il reste que dans la période historique présente la lutte au quotidien contre les empiètements du capital, pour changer la situation est indispensable. « *Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure* » écrivait Marx en 1848.

Nous agissons en permanence pour

* La reconquête d'un secteur public national. Nous savons que la nationalisation avec un appareil d'Etat soumis au capitalisme n'est pas le socialisme, mais la création d'un grand service public national serait une conquête sociale et politique énorme, utile. Depuis 30 ans les gouvernements ont privatisé la presque totalité du secteur public. Nous luttons pour stopper la privatisation de ce qui reste du secteur public et pour renationaliser les secteurs décisifs de notre économie.

* Le développement de l'économie nationale dans tous les domaines et d'abord industriel, pour le plein emploi dans tout le pays, celui des jeunes en particulier.

* L'augmentation des salaires, des pensions, des indemnités. Avec un SMIC porté à 1800 euros nets tout de suite. Le droit à la retraite à 60 ans avec 37ans 1/2 de cotisations, à 55 ans et 50 ans pour les travaux pénibles et dangereux.

* Un grand système d'Education Nationale et de formation

* L'égalité hommes femmes dans tous les domaines.

* Un système de protection sociale et de santé publique pleinement adaptés aux besoins des salariés et du peuple.

* Le droit à un logement de qualité pour tous.

La vie et le fonctionnement de notre Parti

Nous soutenons les travailleurs partout où ils luttent, pour leur apporter notre soutien. Nous sommes présents aux portes des entreprises, des établissements scolaires, dans les quartiers les localités. Nous organisons des réunions, des rencontres, pour débattre de toutes les questions qui intéressent les salariés, les habitants des quartiers.

Nous sommes organisés dans de nombreuses entreprises, des facultés. Si la priorité reste notre travail dans les entreprises qui sont le lieu où l'exploitation capitaliste est la plus directe, nous sommes aussi organisés dans les quartiers populaires et les localités

Notre combat, nos orientations et notre activité, sont en permanence, le fruit de la réflexion, de l'expérience et de l'échange d'opinions la plus large des adhérents, sur la base de la ligne de classe qui est la nôtre.

Les structures de notre Parti

Les cellules qui sont la base de notre Parti désignent leur bureau et leurs directions départementales. Notre congrès définit nos orientations. Il élit notre Comité National. Celui-ci avec l'aide d'un Bureau National, dirige « Communistes » entre deux congrès.

***Notre direction Nationale :** au 1^{er} congrès en 2002, nous avons élu Rolande PERLICAN secrétaire Nationale. Notre 6^{ème} congrès en 2012, a élu Antonio SANCHEZ secrétaire National.

Nous organisons des écoles théoriques pour nos adhérents et les sympathisants qui souhaitent y participer.

Notre journal « Communistes » est bimestriel. Il est diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires. Il permet de diffuser nos idées, de nous faire connaître.

***Notre hebdo par internet.** Chaque semaine nous traitons sur notre site de l'actualité, des luttes, des problèmes politiques et idéologiques. Chaque vendredi l'hebdo est envoyé à des milliers d'abonnés.

L'abonnement est gratuit. Il suffit de s'inscrire à : communistes.hebdo@wanadoo.fr

***Nous éditons de nombreux tracts** édités régulièrement, distribués à des dizaines de milliers d'exemplaires chaque mois dans les entreprises, les facultés, les localités..

-Les élections

Nous participons aux campagnes électorales qui sont des grands moments de bataille politique. Chaque fois que nous le pouvons, nous présentons des candidats. Mais en France (comme dans les d'autres pays) les élections ne sont pas démocratiques. Les scrutins ne sont pas à la proportionnelle qui est le seul mode de scrutin démocratique. Il faut des sommes considérables, des centaines de milliers d'euros pour éditer le matériel officiel de propagande, ce qui crée des difficultés financières énormes à un parti comme le nôtre qui ne bénéficie pas d'un financement de l'Etat.

L'élection Présidentielle est contraire à la démocratie. Le peuple est par ce mode d'élection complètement dessaisi de son pouvoir. Le citoyen est enfermé dans un système qui lui ôte tous ses droits Il n'a pas le choix véritable puisque l'élection se réduit à une compétition au 2^{ème} tour entre deux « candidats ». Ce piège qu'est le régime présidentiel est même couplé avec les législatives qui suivent aussitôt après pour mieux créer la logique du pouvoir présidentiel

Assurer l'activité et le développement de notre organisation nécessite des sommes considérables.

Un parti politique comme « Communistes » qui assure sa propagande à tous les échelons, qui édite des tracts, des affiches, qui organise des rencontres, qui participe aux batailles électorales, présente des candidats doit faire face à des dépenses énormes. Nos ressources proviennent des cotisations de nos adhérents et des souscriptions que nous organisons.

C'est pourquoi nous nous adressons en permanence à nos amis, à tous celles et ceux qui pensent que nous sommes utiles, afin qu'ils nous aident par leur soutien financier.

Adhérez à « Communistes »

Aujourd'hui, tout confirme que nous avons eu raison de créer COMMUNISTES. La preuve est faite que notre parti répond à une nécessité pour le peuple

Tout confirme qu'il y a de la place pour COMMUNISTES en France et que nous avançons dans la voie ambitieuse mais indispensable que nous nous sommes fixée : reconstruire un grand parti révolutionnaire dans notre pays.

Notre parti est largement ouvert à toutes celles et ceux qui veulent le changement et qui veulent agir pour l'imposer. A toutes celles et ceux qui approuvent notre combat, qui veulent abattre le capitalisme et construire une société socialiste débarrassée de l'exploitation capitaliste. A toutes celles et ceux qui veulent avec nous développer ce parti révolutionnaire au service de notre peuple.

o o o

Dans cette brochure, nous avons exposé la réalité du monde tel qu'il est. Nous avons montré les tares de son fonctionnement et leurs répercussions sur les problèmes de notre époque. Nous avons exposé notre vision d'une autre société débarrassée de ce système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme. Nous avons confirmé que seule la lutte de classe, la lutte des peuples permettront de l'abattre. Le but de notre parti, sa raison d'être c'est cela.

Donnez-nous votre avis, nous sommes disponibles pour débattre avec tous celles et ceux qui le désirent. Pour être plus amplement informé(e)s sur les événements et notre politique vous pouvez recevoir gratuitement par mél notre hebdo et consulter notre site.

Nous savons qu'il ne suffit pas d'une analyse juste des choses, il faut encore se donner les moyens de l'action et de d'expression du courant révolutionnaire. Un parti révolutionnaire est l'outil indispensable à la classe ouvrière, au peuple, pour mener son combat.

o o o